

RAPPORT SEMESTRIEL

30.06.22

CRELAN PENSION FUND

FONDS D'EPARGNE-PENSION

Fonds commun de placement à nombre variable de parts public de droit belge répondant aux conditions prévues par la Directive 2009/65/CE

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES SUR L'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF	3
1.1. ORGANISATION DE L'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF	3
1.2. RAPPORT DE GESTION	5
1.3. BILAN GLOBALISE	13
1.4. COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE	14
1.5. RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION	15
2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT CRELAN PENSION FUND SUSTAINABLE BALANCED	17
2.1. RAPPORT DE GESTION	17
2.2. BILAN	20
2.3. COMPTE DE RESULTATS	21
2.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	22
3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT CRELAN PENSION FUND SUSTAINABLE GROWTH	25
3.1. RAPPORT DE GESTION	25
3.2. BILAN	28
3.3. COMPTE DE RESULTATS	29
3.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	30
4. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT CRELAN PENSION FUND SUSTAINABLE STABILITY	33
4.1. RAPPORT DE GESTION	33
4.2. BILAN	36
4.3. COMPTE DE RESULTATS	37
4.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	38

1. INFORMATIONS GENERALES SUR L'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF

1.1. ORGANISATION DE L'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF

Date de constitution de l'organisme de placement collectif

5 octobre 2015

Société de gestion

Nom : BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

Forme juridique : société anonyme

Siège social : Rue du Progrès 55, 1210 Bruxelles, Belgique

Date de constitution : 30 juin 2006

Durée d'existence : illimitée

Type de gestion

Fonds commun de placement ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et à l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE.

Liste des autres fonds gérés

BNP Paribas B Pension Sustainable Balanced, BNP Paribas B Pension Sustainable Growth, BNP Paribas B Pension Sustainable Stability et Metropolitan-Rentastro

Liste des sicav pour lesquelles la société de gestion a été désignée

BNP Paribas B Invest, BNP Paribas B Strategy, BNPPF Private, BNPPF S-Fund, BNP Paribas B Control, B-Fund.

Administrateurs

Philippe Boulenguez, Président, Global Chief Operating Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Carolus Janssen, Administrateur, Head of Sales Europe de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT (jusqu'au 31 janvier 2022)

Marnix Arickx, Administrateur, Chief Executive Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

Stefaan Dendauw, Administrateur, Chief Financial Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

Alain Kokocinski, Administrateur indépendant

Olivier Lafont, Administrateur, Head of Transformation and Business Improvement de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Hans Steyaert, Administrateur, Head of Global Operation Services de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Lutgarde Sommerijns, Administrateur Indépendant

Anne Faucheux, Administrateur, Head of Market Integrity de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Claire Méhu, Administrateur, Head of Investment Team (Client Target Allocation) de BNP PARIBAS PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

Personnes physiques chargées de la direction effective

Marnix Arickx, Administrateur et CEO

Olivier Lafont, Administrateur

Stefaan Dendauw, Administrateur

Hans Steyaert, Administrateur

Commissaire

Deloitte, Réviseurs d'Entreprises S.C. s.f.d S.R.L., Gateway Building, Luchthaven Brussel Nationaal 1J, 1930 Zaventem, représentée par Tom Renders, réviseur d'entreprise

Capital : 54.114.320,03 EUR

Délégation de l'administration

BNP Paribas Securities Services Brussels Branch, Rue de Loxum 25 - 1000 Bruxelles, Belgique

Le délégataire est chargé de l'exercice d'une partie des tâches de l'administration, par délégation de la société de gestion, à savoir : la gestion comptable (à l'exclusion de l'établissement et la publication des comptes annuels), l'évaluation du portefeuille et la détermination de la valeur nette d'inventaire, la tenue du registre des actionnaires nominatifs, la répartition des revenus entre catégories de parts et types de parts, l'émission et le rachat des parts, le dénouement des contrats, en ce compris l'envoi des titres de l'OPC, l'enregistrement des opérations et la conservation des pièces y afférentes.

Service financier

CRELAN, Boulevard Sylvain Dupuis, 251 - 1070 Bruxelles, Belgique

Distributeur(s)

CRELAN, Boulevard Sylvain Dupuis, 251 - 1070 Bruxelles, Belgique

Dépositaire

BNP Paribas Securities Services Brussels Branch, Rue de Loxum 25 - 1000 Bruxelles, Belgique

Sous-dépositaire(s)

BNP Paribas Securities Services, 60 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg - Grand-Duché de Luxembourg

à qui les tâches matérielles décrites à l'article 51/1, § 3 de loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances ont été déléguées pour les instruments financiers dont la conservation peut être assurée.

Commissaire

PwC Reviseurs d'entreprises SRL, Culliganlaan 5 - 1831 Machelen, Belgique, représentée par Damien Walgrave

Promoteur

CRELAN, Boulevard Sylvain Dupuis, 251 - 1070 Bruxelles, Belgique

Liste des compartiments et des classes d'actions

CRELAN PENSION FUND Sustainable Balanced: Classe "Classic-Capitalisation"

CRELAN PENSION FUND Sustainable Growth: Classe "Classic-Capitalisation"

CRELAN PENSION FUND Sustainable Stability: Classe "Classic-Capitalisation"

Classe « Classic »

Droits des participants dans la copropriété indivise du patrimoine du compartiment (indépendant de celui de la Société de Gestion) représentés par des parts de capitalisation uniquement, subdivisées en millièmes de parts et non livrables matériellement. Ils font l'objet d'inscriptions nominatives sur un compte ouvert au nom du participant auprès des intermédiaires financiers.

1.2. RAPPORT DE GESTION

1.2.1. Informations aux actionnaires

CRELAN PENSION FUND est un fonds commun de placement régi par les dispositions du Code des impôts sur le revenu 1992 relatives aux fonds d'épargne-pension.

Fonds commun de placement ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et à l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE.

Il n'a pas de personnalité juridique propre et ses actifs sont la propriété indivise des participants.

Les droits des participants dans la copropriété indivise du patrimoine du Fonds, qui est indépendant de celui de la Société de Gestion, sont représentés par des parts, subdivisées en millièmes de parts, qui font l'objet d'inscriptions nominatives auprès des intermédiaires financiers où le compte d'épargne-pension a été ouvert. Le nombre de parts n'est pas limité.

Les comptes du Fonds et de la Société de Gestion sont vérifiés par un commissaire agréé.

Les rapports financiers du Fonds sont tenus sans frais à la disposition des participants au siège de la Société de Gestion et aux guichets des organismes habilités à recevoir les souscriptions et les rachats.

La Société de Gestion établit la valeur nette d'inventaire des parts de copropriété du Fonds chaque jour ouvrable bancaire.

La valeur nette d'inventaire des actions de distribution et/ou des actions de capitalisation de chaque catégorie, leur prix d'émission et de rachat ainsi que tous les avis destinés aux actionnaires peuvent être obtenus tous les jours ouvrables bancaires au siège de la sicav ainsi qu'auprès des organismes susmentionnés. Ils sont en outre publiés sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be>).

L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

L'assemblée générale annuelle des participants se tient au siège social ou à l'endroit de la Région Bruxelles-Capitale indiqué dans les convocations, le quatrième jeudi du mois d'avril, ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire, le premier jour ouvrable bancaire suivant.

Gouvernance d'entreprise et vote par procuration

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT (BNPP AM) estime que la promotion de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise est une partie essentielle de ses responsabilités. La gouvernance d'entreprise renvoie au système par lequel une société est dirigée et contrôlée. Il concerne le fonctionnement de la direction, sa supervision et les mécanismes de contrôles, ainsi que la relation avec les parties prenantes. Une bonne gouvernance d'entreprise crée le cadre qui assure que la société est gérée dans l'intérêt à long terme des actionnaires. BNPP AM attend de toutes les sociétés dans lesquelles elle investit de se conformer aux meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise.

Voter aux assemblées générales constitue un élément important du dialogue avec les entreprises dans lesquelles les investissements sont effectués et fait partie intégrante des processus de gestion de BNPP AM.

BNPP AM veille à exercer le droit de vote sur la base des circonstances spécifiques de l'entreprise. La politique et les lignes directrices de vote sont revues annuellement afin de prendre en compte l'évolution des codes de gouvernance et des pratiques de marché et sont approuvées par le Conseil d'Administration de BNPP AM.

La politique de vote s'applique à l'ensemble des activités de gestion de BNPP AM. Les entités auxquelles est déléguée la gestion sont tenues d'exercer leurs droits de vote en tenant compte des attentes de BNPP AM et des pratiques de marché et de communiquer régulièrement les résultats atteints.

Gouvernance et principes de vote

Les principes suivants décrivent les attentes de BNPP AM envers les entreprises cotées dans lesquelles elle investit. Ils constituent une ligne de conduite pour l'exécution des responsabilités de BNPP AM.

1. Agir dans l'intérêt à long terme des actionnaires

L'objectif prépondérant des sociétés devrait être la création de valeur actionnariale à long terme. Les pratiques de gouvernance d'entreprise devraient concentrer l'attention du conseil sur cet objectif. Une stratégie claire doit être mise en place pour atteindre cet objectif en prenant en compte toutes les parties prenantes clés.

2. Protéger le droit des actionnaires

Tous les actionnaires doivent avoir la possibilité de voter sur les décisions qui concernent les changements fondamentaux de l'entreprise. Les entreprises devraient s'assurer que les droits des investisseurs sont protégés et traités de manière équitable, notamment en respectant le principe d'une action - un vote - un dividende.

Les augmentations de capital devraient être soigneusement contrôlées afin de minimiser les risques de dilution pour les actionnaires existants. Les dispositifs anti-OPA ne doivent pas être utilisés pour protéger les dirigeants de leurs responsabilités.

3. Veiller à une structure de conseil indépendante et efficace

Le conseil et les comités devraient inclure une forte présence d'administrateurs indépendants pour permettre un contrôle efficace de la direction. Les administrateurs doivent avoir une compétence et une implication suffisante pour améliorer l'efficacité du conseil. Enfin, les administrateurs doivent être choisis afin que le conseil reflète une diversité appropriée.

4. Aligner les structures de rémunérations avec l'intérêt à long terme des actionnaires

Les rémunérations doivent être alignées avec la performance à long terme de l'entreprise. Les programmes de rémunération ne devraient pas limiter la capacité de la société à attirer et à retenir des dirigeants. Ils doivent respecter les meilleures pratiques du marché et être communiqués aux actionnaires d'une manière claire et approfondie.

5. Divulgarion d'informations exactes, adéquates et en temps opportun

Les sociétés devraient s'assurer que les résultats financiers et opérationnels, la répartition du capital et les performances environnementales, sociales et de gouvernance sont communiqués en temps opportun et de manière exacte. Les audits annuels des états financiers réalisés par des auditeurs externes indépendants devraient exister dans toutes les sociétés.

6. Veiller à la bonne performance environnementale et sociale

Les sociétés devraient agir de manière responsable avec toutes les parties prenantes et respecter les meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernance afin de protéger les intérêts à long terme des actionnaires. Les sociétés devraient fournir les informations sur leurs émissions de carbone et leur engagement à lutter contre le changement climatique.

Modalités pratiques de vote

1. L'approche client

BNPP AM conseille à ses clients de déléguer les pouvoirs de vote à BNPP AM afin de préserver leurs intérêts d'actionnaires. BNPP AM vote dans le seul intérêt de ses clients et des bénéficiaires finaux des fonds dont elle est responsable. BNPP AM ne doit pas subordonner les intérêts de ses clients à d'autres objectifs.

Pour les clients qui ont délégué le droit de vote à BNPP AM, BNPP AM s'assurera que les procurations sont reçues et que les votes sont effectués conformément à ses lignes directrices. Tous les clients de BNPP AM sont informés que cette politique et ces procédures de vote sont en place.

2. Comité de vote

BNPP AM a nommé un comité de vote (« Proxy Voting Committee », PVC) qui établit la politique de vote et s'assure que cette politique et les procédures sont suivies. Comme le vote est considéré comme une partie intégrante du processus d'investissement, la responsabilité finale du vote incombe au responsable de gestion.

3. Périmètre de vote

Le choix des titres pour lesquels le droit de vote est exercé répond à un double objectif : concentrer les efforts sur les positions représentant une proportion importante des actifs sous gestion et participer aux assemblées générales des sociétés dans lesquelles la gestion collective détient une part significative du capital.

Le périmètre de vote est constitué de sociétés dont les positions agrégées répondent aux deux conditions suivantes :

- Représenter 90 % du total cumulé des positions en actions
- Constituer 1 % ou plus de la capitalisation boursière de la société.

4. Procédure de vote

Les points suivants décrivent les étapes clés du processus de vote par correspondance de la notification de l'ordre du jour des assemblées générales ordinaires (AGO) ou extraordinaires (AGE) à l'exécution de vote :

- a. Notification de la part de la société de l'AGO/AGE et de l'ordre de jour
- b. Le dépositaire envoie les bulletins à la plate-forme de vote
- c. Rappel ou restriction sur les prêts de titres si le vote est important pour la société ou si un trop grand nombre de titres sont prêtés.
- d. Analyse de l'ordre du jour et recommandation de vote.
- e. Dialogue avec les émetteurs sur une base ad hoc
- f. Instruction de vote par le gérant ou le PVC et exécution du vote par le biais de la plate-forme.

5. Conflits d'intérêt

Le libre exercice des droits de vote par BNPP AM est susceptible d'être affecté par les situations suivantes :

- Collaborateur ayant des liens personnels ou professionnels avec l'entreprise dont les actions sont soumises au vote,
- Relations commerciales entre l'entreprise concernée par le vote et une autre entité du Groupe BNP Paribas,
- Exercice des droits de vote concernant les actions du groupe BNP Paribas ou des participations significatives du groupe.

Un certain nombre de mécanismes visent à prévenir d'éventuels conflits d'intérêt :

- La politique de vote spécifie que celui-ci est réalisé « dans l'intérêt exclusif des clients afin de protéger et de renforcer la valeur à long terme de leur investissement » ;
- Les lignes directrices de vote qui servent de cadre décisionnel à l'exercice des droits de vote sont approuvées par le Conseil d'Administration de BNPP AM ;
- Les projets de résolutions sont évalués sur la base d'analyses réalisées par des consultants externes et indépendants ;
- Les collaborateurs sont tenus de respecter les procédures régissant les cadeaux et avantages personnels et sont tenus d'indiquer toute autre activité professionnelle ;
- L'existence d'une « muraille de Chine » entre BNPP AM et les autres entités du Groupe garantissant que les collaborateurs de BNPP AM demeurent indépendants dans l'accomplissement de leurs missions et responsabilités.

Les dossiers relatifs à tous les conflits d'intérêts potentiels et à leur résolution seront tenus dans le cadre du procès-verbal du PVC.

CRELAN PENSION FUND

Les conflits d'intérêt qui ne pourraient être prévenus sont résolus selon un mécanisme d'escalade impliquant la direction de BNPP AM, à savoir :

- i. Le Responsable de gestion
- ii. Les Responsables de la conformité et du contrôle interne
- iii. Le Président

6. Transparence & Reporting

BNPP AM est transparent en ce qui concerne son approche sur le vote et son exécution:

- Une copie de cette politique peut être consultée sur le site internet de BNPP AM;
- Un reporting annuel est publié et donne un aperçu des activités de vote;
- Le détail des votes, résolution par résolution, peut être obtenu sur demande.

Lignes directrices de vote

Ces lignes directrices de vote complètent la politique de vote aux assemblées générales des sociétés cotées de BNPP AM. Les principaux types de résolutions soumises au vote sont regroupés au sein de quatre thèmes :

1. Approbation des comptes
2. Opérations financières
3. Nomination et rémunération des administrateurs et des mandataires sociaux
4. Autres résolutions (p.ex. Conventions réglementées)

Pour chaque type de résolution, les lignes directrices mettent en avant les « meilleures pratiques » ainsi que les situations pouvant aboutir à une « opposition » ou à une « abstention » lors du vote:

Les décisions de vote sont basées sur les principes suivants :

- « Pour » : la résolution reflète ou tend vers les « meilleures pratiques », et s'inscrit dans l'intérêt à long terme des actionnaires.
- « Abstention » : la résolution soulève une problématique du point de vue des actionnaires.
- « Opposition » : la résolution n'est pas acceptable et ne s'inscrit pas dans l'intérêt à long terme des actionnaires.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Informations sur la politique de rémunération (données non auditées)

Des informations sur la politique de rémunération, applicable durant l'exercice comptable 2021, sont disponibles sur le site Internet <http://www.bnpparibas-am.com/fr/politique-de-remuneration/>, et seront également mises à disposition sans frais et sur demande par la Société de gestion.

Opérations de financement sur titres

Le Fonds ne s'engagera pas dans des opérations de financement sur titres comme des prêts ou des emprunts de titres, des opérations de pension ou des opérations d'achat-revente ou de vente-rachat, des opérations de prêt avec appel de marge ou des contrats d'échange de performance global.

Politique globale de développement durable

La Politique globale de développement durable décrit l'intégration ESG dans les critères d'investissement appliqués par les gestionnaires pour chaque compartiment. Les risques de durabilité (tels que définis sous la rubrique « Risque en matière de durabilité » ci-dessous) sont intégrés dans les décisions d'investissement en vue de leur atténuation.

ESG signifie Environnement, Social et Gouvernance. Ce sont trois facteurs couramment utilisés pour évaluer le niveau de durabilité d'un investissement. BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT s'engage à adopter une approche durable en matière d'investissement.

Les critères ESG sont intégrés dans le processus d'investissement de chaque compartiment au travers des normes suivantes :

1) respect des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies : Le Pacte Mondial des Nations Unies (<https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles>) est un cadre commun, reconnu dans le monde entier et applicable à tous les secteurs industriels. Il s'appuie sur les conventions internationales dans les domaines des droits de la personne, des normes du travail, du respect de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Les sociétés qui violent un ou plusieurs des principes sont exclues des investissements dans les compartiments et celles qui risquent de le faire sont étroitement surveillées ou exclues ; et

2) respect des politiques sectorielles de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT. BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT a également défini une série de lignes directrices ESG relatives aux investissements dans les secteurs sensibles. Les sociétés de ces secteurs sensibles qui ne respectent pas les principes minimaux énoncés dans ces lignes directrices sont exclues des investissements des compartiments. Les secteurs concernés comprennent, entre autres, l'huile de palme, la pâte à papier, les activités minières, les sables bitumineux, le nucléaire, la production d'énergie à partir du charbon, le tabac, les armes controversées et l'amiante. La politique d'exclusion sectorielle détaillée de BNPP AM est disponible sur le site <https://www.bnpparibas-am.com/fr/sustainability/en-tant-quinvestisseur/> dans le document « Responsible Business Conduct Policy », point B.

Les deux normes ci-dessus sont communiquées aux gestionnaires par le Sustainability Center de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT sous la forme d'une liste d'exclusion. Cette liste constitue le socle commun applicable.

En outre, une intégration ESG peut être réalisée au travers de l'analyse de données extra-financières fournies par les principales agences de notation sociale et environnementale (ou extra-financière) (comme par exemple Sustainalytics, Vigeo Eiris, MSCI, ISS-Oekom, etc.), les émetteurs sur des critères non financiers tels que (liste non exhaustive) :

- Environnement : promotion de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, économie des ressources naturelles, traitement des déchets.
- Social : respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, gestion des ressources humaines (santé et sécurité des travailleurs, politique de formation et de rémunération, taux de rotation, suivi de carrière, résultat PISA : programme international pour le suivi des acquis des élèves).
- Gouvernance : indépendance du Conseil d'administration vis-à-vis de la direction générale, respect du droit des actionnaires minoritaires, séparation des fonctions de direction et de contrôle, lutte contre la corruption, liberté de la presse, rémunération des dirigeants.

La mesure dans laquelle l'intégration ESG est appliquée varie en fonction du type de compartiment, de classe d'actifs, de région et d'instrument utilisé. Certains compartiments peuvent appliquer des règles d'investissement plus restrictives, telles que décrites dans la partie spécifique du prospectus. En effet, la manière et le degré d'intégration ESG, comme les scores ESG, dans chaque processus d'investissement sont déterminés par le gestionnaire d'investissement pour chaque processus d'investissement. Dans tous les cas, les gestionnaires respecteront au minimum la liste d'exclusion communiquée par le Sustainability Center.

Une révision de chaque émetteur autorisé et du respect du contrôle de leurs critères durables est prévue au moins une fois par an. Dans l'éventualité où les normes et critères ci-dessus ne seraient plus respectés, les gestionnaires de placement ajusteront la composition des portefeuilles dans le meilleur intérêt des actionnaires et selon l'analyse et les normes ESG mentionnées ci-dessus, le cas échéant.

Par ailleurs, le vote aux assemblées générales des sociétés dans lesquelles les compartiments investissent fait partie de l'approche durable en matière d'investissement de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT. De même, la Société de gestion travaille en étroite collaboration avec des organisations de référence dans le domaine de l'investissement responsable pour promouvoir le développement durable et améliorer les pratiques actuelles.

De plus amples informations et documents sur la politique globale de développement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT sont disponibles sur le site Internet à l'adresse suivante : <https://www.bnpparibas-am.com/en/our-approach-to-responsibility/as-a-responsible-investor/>.

Politique applicable en matière de class actions

Conformément à sa politique, la Société de gestion :

- ne participe pas, en principe, à des class actions actives (à savoir, la société de gestion n'engage aucune procédure, n'agit pas en qualité de plaignant, ne joue aucun autre rôle actif dans une class action contre un émetteur);
- peut participer à des class actions passives dans les juridictions où la société de gestion estime, à sa seule discrétion, que (i) la class action est suffisamment rentable (par exemple, lorsque les revenus attendus dépassent les coûts à prévoir pour la procédure), (ii) l'issue de la class action est suffisamment prévisible et (iii) les données pertinentes requises pour l'évaluation de l'éligibilité de la class action sont raisonnablement disponibles et peuvent être gérées de manière efficiente et suffisamment fiable;
- toutes les sommes perçues par BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT dans le cadre d'une class action, nettes des coûts externes supportés, seront reversées aux fonds impliqués dans la class action concernée.

La société de gestion peut à tout moment modifier sa politique applicable en matière de class actions et peut s'écarter des principes énoncés ci-dessus dans des circonstances particulières.

Les principes de la politique en matière de class actions applicable au Fonds sont disponibles sur le site internet de la société de gestion.

1.2.2. Vue d'ensemble des marchés

Conjoncture

Dès le début de l'année, une crise géopolitique est venue s'ajouter à la situation sanitaire qui connaissait une nouvelle dégradation en Asie, plus spécifiquement en Chine où de nouveaux confinements ont dû être mis en place. Les tensions géopolitiques, avant même l'invasion de l'Ukraine le 24 février, expliquent la nervosité des investisseurs, des agents économiques et l'envolée du cours des matières premières. Le baril de Brent a atteint 128 dollars en mars, au plus haut depuis mi-2008. Après des variations entre 100 et 120 dollars, sous l'effet des doutes sur la croissance d'un côté et des signes d'enlisement du conflit en Ukraine de l'autre, il termine le semestre à près de 115 dollars (+48 % en six mois). Les perspectives d'un ralentissement de l'activité, en particulier dans la zone euro du fait de la proximité géographique et de la dépendance aux énergies fossiles en provenance de Russie, ont conduit à des révisions à la baisse des perspectives de croissance en 2022. Face à une inflation plus élevée que prévu, et qui devrait le rester plus longtemps qu'initialement anticipé, notamment du fait du renchérissement de l'énergie et des produits agricoles, le thème de la normalisation, voire du resserrement, des politiques monétaires a dominé les échanges, entraînant une très nette remontée des taux tout au long de la courbe.

Etats-Unis

Au 1er trimestre, les indicateurs ont continué à refléter la solidité de l'emploi et de la demande intérieure. En mars, l'indice PMI (Purchasing manager index) composite (manufacturier et services) est remonté à son plus haut niveau en huit mois à 57,7, avec une nette accélération des commandes. Les intentions d'investissement et d'embauche des entreprises sont élevées. Même si le PIB s'est contracté (-1,6 % en rythme annualisé), la demande intérieure hors stocks a accéléré par rapport au 4e trimestre malgré la résurgence des cas de Covid et une baisse des aides gouvernementales. Le taux de chômage, qui s'établissait à 4,0 % en janvier, a continué à baisser pour s'inscrire à 3,6 % à partir de mars 2022 sous l'effet de solides créations d'emplois. L'évolution des prix et des salaires s'est imposée comme le nouveau sujet de préoccupation pour les agents économiques, les marchés financiers et les banques centrales. L'inflation totale est passée de 7,0 % en glissement annuel en décembre 2021 à 8,5 % en mars 2022, au plus haut depuis janvier 1982. Elle n'a que légèrement reflué en avril avant de réaccélérer en mai (+8,6 %). Par ailleurs, même si l'inflation sous-jacente (hors alimentaire et énergie) a commencé à ralentir par rapport à mars, elle reste élevée (+6,0 % en mai) et présente dans de nombreux secteurs. La fin du semestre a été marquée par des nouvelles moins favorables sur l'activité : l'indice PMI composite est retombé à 52,3 contre 53,6 en mai, très nettement sous son récent pic. Malgré un marché du travail toujours solide, la confiance des ménages commence à pâtir des pressions inflationnistes.

Europe

En raison des restrictions sanitaires assez drastiques mises en place fin 2021 pour lutter contre la vague Omicron, la croissance du PIB au 4e trimestre est ressortie à 0,2 %. Début 2022, les évolutions ont été contrastées : les enquêtes d'activité se sont d'abord redressées avant d'être affectées par la situation géopolitique. En mars, l'indicateur du sentiment économique (enquête de la Commission européenne) a chuté à son plus bas niveau depuis février 2021 en raison principalement de la baisse de la confiance des ménages provoquée par les inquiétudes sur la situation en Ukraine et la flambée des prix. Dans ce contexte, la croissance de 0,6 % du PIB au 1er trimestre 2022 est en trompe-l'œil car elle reflète un important restockage qui masque le recul de la consommation. L'inflation sous-jacente (hors alimentaire et énergie) est passée de 3,0 % en mars à 3,5 % en avril et à 3,8 % en mai (contre 2,3 % en janvier) tandis que l'inflation totale s'est inscrite au-dessus de 8,0 % en mai. En fin de semestre, alors que les indices PMI (Purchasing Manager index) avaient jusqu'à présent fait preuve d'une certaine résistance face aux vents contraires qui se sont levés depuis l'invasion de l'Ukraine, ils ont nettement baissé. L'indice PMI composite est retombé à 52. Dans le secteur manufacturier, les niveaux de production ont reculé pour la première fois depuis deux ans. Les perspectives d'activité à douze mois des entreprises se sont repliées en juin. Les industriels allemands sont particulièrement préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie et le risque de pénurie de gaz. Le taux de chômage dans la zone euro a continué à baisser pour tomber à 6,6 % en mai, soit un point bas historique, mais cette évolution favorable n'a pas empêché le net recul de la confiance des ménages.

Japon

La nomination de Fumio Kishida au poste de Premier ministre début octobre et la reconduction de la coalition sortante après les élections ont permis l'annonce en novembre d'un plan massif de relance budgétaire alors que le Japon avait jusqu'alors connu une reprise plus modeste que les autres grandes économies. En mars 2022, alors que les enquêtes avaient connu une nouvelle inflexion en raison de la dégradation de la situation sanitaire, la fin de la vague Omicron et la levée des restrictions ont permis à l'indice PMI (Purchasing manager index) dans les services de rebondir mais l'économie reste fragile. En mai, la production industrielle a reculé de 7,2 % par rapport à avril, nettement plus que prévu en raison des ruptures des chaînes d'approvisionnement dues aux confinements en Chine. La demande intérieure pourrait être soutenue à court terme par la reprise du tourisme mais la confiance des consommateurs est retombée en juin à son plus bas niveau depuis janvier 2021. La faiblesse du yen, qui pèse sur la balance commerciale en renchérissant les importations, est toutefois un sujet d'inquiétude pour le gouvernement. Le gouverneur de la BoJ conserve le scénario d'une inflation « temporaire » liée à l'envolée du coût des matières premières et justifie ainsi le maintien d'une politique monétaire très accommodante. L'inflation est ressortie à 2,5 % en glissement en mai, l'inflation hors produits alimentaires frais à 2,1 %, c'est-à-dire au-dessus de l'objectif de 2 % de la BoJ pour le second mois consécutif. En excluant l'énergie et les produits alimentaires frais, l'inflation sous-jacente ressort à 0,8 %.

Marchés émergents

En Chine, la croissance du PIB au 4e trimestre est ressortie à 4,0 % en glissement annuel (après 4,9 % au 3e). Même si ce chiffre est légèrement supérieur aux attentes et si la croissance en 2021 a été de 8,1 %, le tassement de l'activité au second semestre 2021 est indéniable et a conduit la banque centrale (People's Bank of China – PBoC) à assouplir sa politique monétaire dès décembre. Par ailleurs, les autorités ont répété à plusieurs reprises que la « stabilité » de la croissance sera une priorité en 2022 et cité trois éléments pesant sur la croissance : contraction de la demande, perturbations de l'approvisionnement et regain de pessimisme. La consommation et l'investissement pour la période janvier-février ont dépassé les attentes. Ce mouvement reflète l'assouplissement de certaines contraintes sanitaires à l'occasion des festivités du Nouvel an. En mars au contraire, la remontée du nombre de nouveaux cas de contaminations a entraîné la mise en place de confinements stricts localisés conformément à la stratégie zéro Covid. Les enquêtes auprès des directeurs d'achats ont révélé une forte dégradation de l'activité en mars et avril. Les indices PMI (Purchasing manager index) sont repassés sous 50 dans le secteur manufacturier et les services sous l'effet des restrictions sanitaires mais sont modestement remontés en mai et plus nettement en juin grâce à la levée de ces restrictions. Les données objectives sur l'activité en mai se sont révélées meilleures qu'attendu, ce qui, avec l'amélioration des enquêtes permet de penser que le point bas de l'activité a été vu. Toutefois, dans la mesure où le gouvernement ne semble pas vouloir renoncer à sa stratégie zéro-Covid, la reprise attendue au second semestre risque de rester poussive, ce qui devrait inciter les autorités à annoncer des soutiens supplémentaires. Dans le monde émergent, la PBoC apparaît comme une exception puisque, face aux pressions inflationnistes (y compris sur les matières premières agricoles), les autres banques centrales sont engagées dans un cycle de relèvement de leurs taux directeurs, y compris en Asie malgré une inflation qui reste encore relativement modérée. Compte tenu de l'accélération de l'inflation, les taux réels restent, très majoritairement, négatifs.

Politique monétaire

A partir de la réunion des 25 et 26 janvier du FOMC (Federal open market committee), une communication beaucoup plus agressive a été mise en place et, le 16 mars, presque deux ans après avoir abaissé le taux objectif des fonds fédéraux dans l'intervalle 0,00 % - 0,25 %, la Fed a annoncé une hausse, bien anticipée, de 25 pb de son taux directeur. Le discours s'est alors durci davantage. Certains membres, depuis longtemps identifiés comme des 'faucons', répétaient que la Fed devrait « rapidement » revenir au niveau neutre (estimé à 2,50 %) et poursuivre la remontée à partir de ce seuil. Même les 'colombes' ont fini par être convaincues de la nécessité d'accélérer la normalisation de la politique monétaire pour faire ralentir l'inflation. Il a par ailleurs été annoncé que les opérations de réduction « passive » de la taille du bilan commenceraient début juin 2022. Début mai, Jerome Powell a commencé sa conférence de presse en s'adressant directement aux ménages américains pour leur assurer qu'il allait agir rapidement pour faire baisser une inflation « beaucoup trop élevée ». Le compte rendu de cette réunion publié le 25 mai a révélé que « tous les participants ont réaffirmé leur engagement fort et leur détermination à prendre les mesures nécessaires pour restaurer la stabilité des prix ». De fait, la normalisation de la politique s'est accentuée : après une hausse de 50 pb des taux directeurs début mai, la Fed a remonté le taux objectif des fonds fédéraux de 75 pb (dans l'intervalle 1,50 % - 1,75 %) le 15 juin. L'objectif recherché est un atterrissage en douceur mais, au fil des semaines, Jerome Powell a infléchi son discours jusqu'à déclarer devant le Congrès qu'une récession était « une possibilité ». La fin du trimestre a été marquée par la publication d'indicateurs économiques dégradés (enquêtes d'activité, confiance des ménages, consommation) si bien que les attentes de hausse des taux directeurs contenues dans les marchés à terme ont eu tendance à refluer par rapport aux niveaux vus mi-juin.

La Banque centrale européenne (BCE) n'a pas modifié ses taux directeurs au cours du semestre : 0,00 %, 0,25 % et -0,50 % pour les opérations principales de refinancement, la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt, respectivement. Début février, la communication a pris un premier virage inattendu lorsque la Présidente de la BCE a indiqué que les risques sur l'inflation sont « orientés à la hausse ». Auparavant, le scénario officiel, confirmé fin janvier, prévoyait le reflux des pressions inflationnistes dès les premiers mois de 2022. Des anticipations de remontée des taux de la BCE ont commencé à se mettre en place mais ont reflué juste après l'invasion de l'Ukraine. A l'issue de la réunion de politique monétaire du 10 mars, la BCE a confirmé la fin du PEPP mais l'élargissement de l'APP et sa durée seront plus limités qu'annoncé. Face à l'accélération de l'inflation, les déclarations préconisant une remontée des taux directeurs sont devenues de plus en plus nombreuses, y compris de la part de membres habituellement plus modérés. La réunion du 9 juin a donné lieu à des conclusions, anticipées pour la plupart mais dont certains aspects ont été jugés plus agressifs (hawkish) que prévu. La BCE a confirmé que les achats de titres allaient s'interrompre en juin et qu'elle entendait augmenter les taux directeurs de 25 pb en juillet. Elle a ouvert la porte à une hausse de 50 pb en septembre. Face aux difficultés des marchés périphériques déclenchées par cette normalisation annoncée, la BCE s'est réunie en urgence le 15 juin. Elle a annoncé une certaine « flexibilité » lors du réinvestissement des actifs acquis dans le cadre du PEPP (Pandemic emergency purchase programme) et arrivés à échéance afin de préserver la transmission de la politique monétaire.

Marchés des changes

La parité EUR/USD (1,1374 fin 2021) a évolué dans un intervalle large en janvier et février (1,11 – 1,15) au gré des déclarations des banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique. Par la suite, la montée des tensions géopolitiques a pesé sur l'euro qui s'est dirigé vers 1,08 dollar (plus bas depuis mai 2020) à l'occasion du mouvement 'risk-off' après l'invasion de l'Ukraine. La parité est parvenue à se stabiliser puis à se reprendre quelque peu pour revenir au-dessus de 1,10 grâce à un discours de la BCE laissant entrevoir une normalisation plus rapide de sa politique monétaire. Au 2e trimestre 2022, le dollar a bénéficié du réflexe habituel consistant à se réfugier sur les actifs libellés en dollars en phase d'aversion au risque, et du durcissement de la politique monétaire de la Fed. Dans ce contexte, la baisse de la parité EUR/USD, qui s'établissait au-dessus de 1,10 fin mars, a été inexorable. Après être ponctuellement passée sous 1,04 en mai et juin (plus bas depuis début 2017), elle termine à 1,0484 le 30 juin (-7,8 % en six mois dont -5,3 % au 2e trimestre).

Une inflation toujours très modérée et les difficultés de l'économie japonaise à renouer avec la croissance après la crise sanitaire impliquent que la question d'une remontée des taux directeurs de la Banque du Japon (BoJ) est encore loin de se poser. Après avoir évolué autour de 114 jusqu'à début mars, la parité USD/JPY (115,14 fin 2021) est brusquement remontée jusqu'à près de 130 fin avril, un niveau qui n'avait plus été traité depuis début 2002. Le regain d'intérêt pour les actifs risqués à partir du 9 mars a conduit les opérateurs à se désintéresser du yen d'autant plus que le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) a indiqué à l'issue de la réunion du 18 mars qu'un resserrement de la politique monétaire serait « inapproprié » face à une inflation résultant de la hausse des prix des matières premières. Contrairement à ses homologues, le gouverneur de la BoJ a maintenu le scénario d'une inflation « temporaire » et justifié ainsi le maintien de sa politique monétaire ultra-accommodante. Toutefois, la violente baisse du yen a donné lieu aux commentaires habituels déplorant les violentes fluctuations sur le marché des changes mais aussi à des positions plus tranchées de la part du Ministère des finances laissant imaginer de possibles interventions sur le marché des changes, si besoin avec une coordination internationale. Ces déclarations peuvent expliquer le léger recul de la parité USD/JPY en mai. Elles ne sont toutefois pas parvenues à infléchir la tendance qui a fait passer la parité de 121,70 fin mars à 135,72 fin juin, soit une baisse de 10,3 % du yen face au dollar en trois mois (après -5,4 % au 1er trimestre 2022). Le décalage manifeste entre la Banque du Japon et les autres grandes banques centrales explique cette dépréciation marquée du yen (-15,2 % face au dollar en six mois).

Marchés obligataires

Fin 2021, le rendement du T-note américain à 10 ans s'établissait à 1,51 %. Le changement de cap de la politique monétaire de la Fed, pour lutter contre une inflation de plus en plus élevée et diffuse, s'est traduit par la mise en place d'une tendance haussière sur les taux dès le début de 2022. Le taux à 10 ans est passé au-dessus de 2 % le 10 février, s'est maintenu autour de ce niveau jusqu'au 23 février avant de se détendre dans un mouvement de fuite vers la sécurité suite à l'invasion de l'Ukraine. La Fed a rapidement confirmé son intention de normaliser sa politique monétaire, ce qui a provoqué une rapide remontée des taux tout au long de la courbe. Le rendement du T-note à 10 ans est passé une première fois au-dessus de 3,00 % en mai, au plus haut depuis novembre 2018. Des ajustements de positions ont alors été opérés par des investisseurs qui avaient adopté une position vendeuse depuis de longs mois et prenaient ainsi leurs profits, ce qui a entraîné une légère détente des taux mais n'a pas inversé la tendance haussière. Le taux à 10 ans s'est inscrit à près de 3,50 % le 14 juin, au plus haut depuis 10 ans. Par la suite, les inquiétudes sur la croissance sont devenues prépondérantes. De plus en plus d'observateurs ont commencé à imaginer que la politique monétaire agressive de la Fed risquait de provoquer une récession. Le rendement du T-note à 10 ans s'est détendu pour revenir à 3,01 % fin juin (+67 pb par rapport à fin mars après une tension de 83 pb au 1er trimestre 2022). En six mois, la tension ressort à +150 pb sur le taux à 10 ans et à 222 pb sur le taux à 2 ans qui termine à 2,95 %. L'aplatissement de la courbe des taux a été significatif sous l'effet de la remontée des taux directeurs (+150 pb cumulé depuis mars) et des anticipations d'un véritable cycle de resserrement monétaire. La courbe des taux s'est même ponctuellement inversée début avril entre les échéances 2 et 10 ans.

Le rendement du Bund allemand à 10 ans a terminé 2021 à -0,18 %. Dès la mi-décembre, la BCE a fait savoir que ses achats de titres en 2022 allaient être significativement moins importants qu'en 2021, les chiffres annoncés correspondant aux hypothèses les moins favorables qui avaient été envisagées pour l'évolution des programmes d'achats d'actifs. Ce facteur a pu contribuer aux tensions sur les taux de la zone euro avec une dégradation plus marquée des marchés périphériques. Dès le début de 2022, dans le sillage des taux longs américains, le rendement du Bund allemand à 10 ans s'est rapidement dirigé vers 0 %. Le changement inattendu de ton de la BCE le 3 février l'a envoyé à 0,30 % mi-février, au plus haut depuis fin 2018. L'invasion de l'Ukraine a entraîné le mouvement habituel de fuite vers la sécurité, accompagné cette fois-ci par un reflux des anticipations de resserrement des politiques monétaires et par des rachats de positions vendeuses. Le rendement du Bund allemand à 10 ans est ainsi repassé sous 0 % début mars mais a rapidement retrouvé sa tendance haussière lorsqu'il est apparu que la normalisation de la politique monétaire (remontée des taux directeurs, arrêt des achats d'actifs) restait au contraire à l'ordre du jour. Le seuil de 1,00 %, plus haut depuis mi-2015, a été approché fin avril puis franchi en mai ouvrant la voie à une poursuite de la remontée des taux. Le durcissement du discours de la BCE a envoyé le rendement du Bund à 10 ans à 1,88 % en séance le 14 juin, au plus haut depuis la mi-janvier 2014. La fin de la période sous revue a été marquée par une détente des rendements obligataires en raison des inquiétudes grandissantes sur la croissance économique. Dans ce contexte, le rendement du Bund à 10 ans a terminé à 1,34 %, ce qui correspond à une tension de 151 pb en six mois. Le taux à 2 ans, qui était encore légèrement négatif début avril, termine à 0,65 %, soit une tension semestrielle de 127 pb. Les marchés périphériques ont particulièrement souffert de la perspective d'une normalisation plus rapide qu'anticipé de la politique monétaire et nettement sous-performé : le rendement du BTP italien à 10 ans a terminé la période sous revue à 3,27 % (+209 pb en six mois). A la mi-juin, le marché italien a connu une violente dégradation qui a envoyé l'écart avec les taux allemands à 10 ans à près de 250 pb et conduit la BCE à réaffirmer dans l'urgence son attachement à l'euro et son intention de mettre en place rapidement un outil anti-fragmentation. Ces engagements ont suffi à renvoyer le spread entre l'Italie et l'Allemagne vers 190 pb fin juin.

Marchés des actions

Dès le début de 2022, une crise géopolitique est venue s'ajouter à la dégradation de la situation sanitaire en Asie, touchée à son tour par la vague Omicron. La remise en place de confinements en Chine a été identifiée comme un risque majeur pour la croissance mondiale. Les tensions géopolitiques, avant même l'invasion de l'Ukraine le 24 février, expliquent la nervosité des investisseurs, des agents économiques et l'envolée du cours des matières premières. Même si les actions mondiales sont parvenues dans un premier temps à corriger une partie de leur baisse liée au risque géopolitique, ce mouvement a été temporaire et les inquiétudes ont fini par l'emporter face au nouveau durcissement de ton des banques centrales, Réserve fédérale américaine en tête. Cet élément est l'autre facteur qui a déterminé les variations des marchés financiers depuis le début de 2022 et est rapidement devenu dominant.

Les tensions sur les taux longs liées aux craintes inflationnistes puis au tournant moins accommodant pris par les politiques monétaires ont en effet pénalisé les actions, en particulier les valeurs de croissance. Après avoir pesé sur les bourses dès janvier (sur le thème des inquiétudes inflationnistes), cet élément a été comme mis entre parenthèses lorsque l'invasion de l'Ukraine a sidéré les investisseurs. Il est rapidement revenu sur le devant de la scène lorsque les banques centrales sont devenues de plus en plus agressives. En 2022, les actions mondiales ont enregistré des baisses mensuelles en janvier et février, une hausse limitée en mars, un violent recul en avril et une stabilisation en mai grâce à un rebond au cours de la dernière semaine avant de perdre plus de 10 % pendant la première quinzaine de juin. Elles ont alors pu profiter de la détente des taux longs et, vraisemblablement, d'achats à bon compte de la part de certains participants mais n'ont pas finalement résisté à la dégradation des indicateurs économiques et terminent juin en baisse de 8,6 % par rapport à fin mai. Ces variations mensuelles masquent une forte volatilité, en particulier autour de l'invasion de l'Ukraine, et l'évolution des sujets d'inquiétude au fil des mois : craintes d'un dérapage inflationniste puis craintes d'une récession provoquée par les resserrements monétaires et enfin dégradation des enquêtes d'activité qui ont alimenté le scénario très défavorable pour les actifs risqués où l'inflation reste élevée alors que la croissance ralentit brutalement.

En six mois, l'indice MSCI AC World a perdu 20,9 %. Les actions émergentes ont connu une dégradation similaire avec un recul de 18,8 % de l'indice MSCI Emerging en dollars. Il est difficile d'établir une hiérarchie entre les grands marchés développés. D'un côté, les places américaines ont pâti de leur composition souvent majoritairement de style Croissance à l'image de l'indice du Nasdaq composite en baisse de 29,5 %. L'indice S&P 500 a enregistré un recul un peu plus limité (-20,6 %) grâce à la bonne tenue du secteur de l'énergie et à la baisse assez modeste des secteurs défensifs. De l'autre côté, les indices de la zone euro ont été pénalisés par la proximité avec le conflit et la dépendance au pétrole et au gaz russes qui fait craindre une dégradation marquée de l'activité. L'indice Eurostoxx 50 a perdu 19,6 % avec une sous-performance de la place boursière allemande. Parmi les grandes économies européennes, l'Allemagne est en effet très dépendante du gaz russe et son industrie a, de surcroît, pâti des goulots d'étranglement. Les indices de la zone euro ont été pénalisés par le recul des valeurs financières et des secteurs cycliques. A Tokyo, le Nikkei 225 a perdu 8,3 %. Les variations ci-dessus sont celles du prix des indices en devises locales, hors dividendes réinvestis.

Evénements significatifs :

Depuis fin 2019, l'épidémie de COVID-19 a entraîné une crise sanitaire et économique sans précédent à l'échelle mondiale. Le Conseil continue de suivre les efforts déployés par les gouvernements pour contenir la propagation du virus, notamment au travers des campagnes de vaccination, et soutenir la reprise économique. Le Conseil surveille en outre l'impact économique de la pandémie sur les sociétés représentées dans le portefeuille du Fonds.

Depuis le 24 février 2022, nous sommes très attentifs aux conséquences du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Nous suivons de très près les évolutions en termes de risques de marché et financiers afin de prendre toutes mesures utiles dans l'intérêt des porteurs de parts.

1.3. BILAN GLOBALISE

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	358.050.848,10	387.610.778,07
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	358.140.194,88	387.504.942,01
E. OPC à nombre variable de parts	358.140.194,88	387.504.942,01
IV. Créances et dettes à un an au plus	139.554,25	-411.035,04
A. Créances		
a. Montants à recevoir	252.311,35	559.293,25
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-112.757,10	-970.328,29
V. Dépôts et liquidités	111.416,48	876.731,29
A. Avoirs bancaires à vue	111.416,48	876.731,29
VI. Comptes de régularisation	-340.317,51	-359.860,19
C. Charges à imputer (-)	-340.317,51	-359.860,19
TOTAL CAPITAUX PROPRES	358.050.848,10	387.610.778,07
A. Capital	423.631.406,52	359.094.801,85
B. Participations au résultat	-996.656,36	462.173,54
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-64.583.902,06	28.053.802,68

1.4. COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3 : SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-62.424.688,49	30.128.861,21
E. OPC à nombre variable de parts	-62.424.688,49	30.128.861,21
II. Produits et charges des placements	-1.179,21	-948,07
C. Intérêts d'emprunts (-)	-1.179,21	-948,07
III. Autres produits	0,19	0,12
B. Autres	0,19	0,12
IV. Coûts d'exploitation	-2.158.034,55	-2.074.110,58
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-41.917,20	-40.277,72
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-1.905.553,40	-1.831.456,59
b. Gestion administrative et comptable	-72.411,17	-69.595,42
K. Autres charges (-)	-138.152,78	-132.780,85
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-2.159.213,57	-2.075.058,53
Sous-total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-64.583.902,06	28.053.802,68
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-64.583.902,06	28.053.802,68

1.5. RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

1.5.1. Résumé des règles

Les règles d'évaluation ci-dessous ont été rédigées sur base de l'AR du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts. Plus particulièrement, les dispositions des articles 7 à 19 sont d'application.

Frais

Afin d'éviter des variations importantes de la valeur nette d'inventaire au moment de leur paiement, les charges à caractère récurrent sont provisionnées prorata temporis. Ce sont principalement les commissions et frais récurrents tels que mentionnés dans le prospectus (par exemple, la rémunération pour la gestion du portefeuille d'investissement, l'administration, le dépositaire, le commissaire, ...).

Les frais de constitution sont amortis sur une ou plusieurs années avec un maximum de 5 ans, selon la méthode linéaire.

Comptabilisation des achats et des ventes

Les valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, parts d'organismes de placement collectif et instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur, sont, au moment de leur acquisition et de leur aliénation, enregistrés dans les comptes respectivement à leur prix d'achat et à leur prix de vente. Les frais accessoires, tels que les frais de transaction et de livraison, sont immédiatement mis à charge du compte de résultats.

Créances et dettes

Les créances et dettes à court terme ainsi que les placements à terme sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Lorsque la politique d'investissement du compartiment est principalement axée sur le placement de ses actifs dans des dépôts, des liquidités ou des instruments du marché monétaire, les placements sont évalués à leur juste valeur.

Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire et instruments financiers dérivés

Les valeurs mobilières, les instruments du marché monétaire et les instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) sont évalués à leur juste valeur en respectant la hiérarchie suivante :

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine pour lesquels il existe un marché actif fonctionnant à l'intervention d'établissements financiers tiers, ce sont le cours acheteur et le cours vendeur actuels formés sur ce marché qui sont retenus. Dans des cas exceptionnels, ces cours peuvent être indisponibles pour les obligations et pour d'autres titres de créance; le cours moyen sera alors utilisé et cette procédure sera mentionnée dans le rapport (semi-)annuel.

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine qui sont négociés sur un marché actif en dehors de toute intervention d'établissements financiers tiers, c'est le cours de clôture qui est retenu.

- Utilisation du prix de la transaction la plus récente, à condition que les circonstances économiques n'aient pas fondamentalement changé depuis cette transaction.

- Utilisation d'autres techniques de valorisation qui doivent utiliser au maximum les données du marché, être conformes aux méthodes économiques habituellement utilisées et être régulièrement calibrées et testées quant à leur validité.

L'évaluation des parts d'organismes de placement collectif à nombre variable de parts non cotés est faite sur la base de la valeur nette d'inventaire de ces parts.

Les réductions de valeur, moins-values et plus-values, qui proviennent des règles ci-dessus, sont imputées au compte de résultats dans le sous-poste concerné de la rubrique «I. réductions de valeur, moins-values et plus-values».

Des variations de valeur relatives à des obligations et autres titres de créance qui résultent de la comptabilisation prorata temporis des intérêts courus, sont imputées au compte de résultats comme éléments constitutifs du poste «II. Produits et charges des placements B. Intérêts».

La juste valeur des instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) est au moment de leur acquisition portée à leur prix d'achat dans les postes du bilan correspondants. Après la première évaluation, les variations de valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Les valeurs sous-jacentes (des contrats d'option et des warrants) et les montants notionnels (des contrats à terme et des contrats de swap) sont portés dans les postes hors bilan sous les rubriques concernées.

En cas d'exercice des contrats d'option et des warrants, les primes sont portées en majoration ou en réduction du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacents. Les paiements et recettes intermédiaires résultant de contrats de swap sont portés au compte de résultats dans le sous-poste «II. Produits et charges des placements - D. Contrats de swap».

Opérations en devises

Les éléments du patrimoine libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la devise du compartiment sur base du cours moyen du marché et le solde des écarts positifs et négatifs résultant de la conversion est imputé au compte de résultats pour chaque devise.

Evénements significatifs :

Depuis fin 2019, l'épidémie de COVID-19 a entraîné une crise sanitaire et économique sans précédent à l'échelle mondiale. Le Conseil continue de suivre les efforts déployés par les gouvernements pour contenir la propagation du virus, notamment au travers des campagnes de vaccination, et soutenir la reprise économique. Le Conseil surveille en outre l'impact économique de la pandémie sur les sociétés représentées dans le portefeuille du Fonds.

Depuis le 24 février 2022, nous sommes très attentifs aux conséquences du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Nous suivons de très près les évolutions en termes de risques de marché et financiers afin de prendre toutes mesures utiles dans l'intérêt des actionnaires.

2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT CRELAN PENSION FUND SUSTAINABLE BALANCED

2.1. RAPPORT DE GESTION

2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 03/11/2015 au prix de 100 EUR par part.

2.1.2. Objectif du compartiment

L'objectif du compartiment (le feeder) est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible, en investissant en permanence au minimum 95% de ses actifs dans le FCP (le master) de droit belge ucits BNP Paribas B Pension Sustainable Balanced. La composition des avoirs du master respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants du compartiment feeder de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

2.1.3. Politique de placement du compartiment

Le feeder investira en permanence au minimum 95% de ses actifs dans la classe "O" du FCP (master) de droit belge ucits BNP Paribas B Pension Sustainable Balanced. Le restant (5% des actifs maximum) sera exclusivement investi en liquidités.

Informations concernant le master*

Le master BNP Paribas B Pension Sustainable Balanced est un fonds commun de placement de droit belge, géré par la société de Gestion BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium.

L'objectif du master est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant dans tous les types de classes d'actif (actions, obligations, parts d'organismes de placement collectif, instruments du marché monétaire et liquidités), sans limite géographique ou sectorielle sectorielle, dans le respect des modalités relatives aux fonds d'épargne-pension. La gestion est orientée vers une composition de portefeuille de 50% en actions et 50% en obligations. La composition des avoirs du fonds respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

Le master réalisera un investissement équilibré en actions d'entreprises mondiales ainsi qu'en obligations et autres titres de créances libellés en devises diverses. A titre accessoire, le master peut procéder à d'autres investissements. En ce qui concerne les actions, il sera tenu compte de l'importance économique, de la capitalisation boursière des différents secteurs et des perspectives et situations spécifiques des valeurs individuelles. En ce qui concerne les obligations, la composition du portefeuille est établie en tenant compte des prévisions de taux qui conduisent à la diminution ou à l'allongement de la durée de vie résiduelle des obligations du portefeuille.

Le master promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance, par l'application d'exclusions et par l'intégration ESG, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable.

Le master applique les exclusions suivantes :

- Les activités très nuisibles sont exclues (l'industrie de l'armement, du tabac, du charbon, du pétrole et gaz non conventionnels)* ;
- L'exclusion de certaines entreprises au sein de secteurs sensibles (par exemple l'huile de palme, le nucléaire, l'amiante)* ;
- L'exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte Mondial des Nations Unies et les Principes Directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales*

* La politique d'exclusion sectorielle détaillée de BNPP AM est disponible sur le site <https://www.bnpparibas-am.com/fr/sustainability/en-tant-quinvestisseur/> dans le document « Responsible Business Conduct Policy », point B.

Le master est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 10% MSCI Europe Small Caps (USD) NR + 7.5% MSCI World ex-EMU (USD) NR + 32.5% MSCI EMU (EUR) NR + 12.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate 500MM EEA Countries (EUR) RI + 37.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury 500MM 1-10 Years (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

Le master peut également investir jusqu'à 10% de ses actifs dans des OPCVM ou OPC.

Ceux-ci devront avoir obtenu le label de durabilité Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 10 jours. Pour plus d'informations sur ce label, voir le lexique dans la partie générale du prospectus et <https://www.towardssustainability.be/fr>

Dans le processus d'investissement, une intégration ESG est réalisée. Elle consiste à analyser l'ensemble des émetteurs sur des critères non financiers tels que (liste non exhaustive) :

- Environnement : promotion de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, économie des ressources naturelles, traitement des déchets.
- Social : respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, gestion des ressources humaines (santé et sécurité des travailleurs, politique de formation et de rémunération, taux de rotation, suivi de carrière, résultat PISA : programme international pour le suivi des acquis des élèves).

- **Gouvernance** : indépendance du Conseil d'administration vis-à-vis de la direction générale, respect du droit des actionnaires minoritaires, séparation des fonctions de direction et de contrôle, lutte contre la corruption, liberté de la presse, rémunération des dirigeants.

Les meilleurs scores ESG sont privilégiés, afin d'avoir un meilleur score ESG que l'univers d'investissement (surpondération des meilleurs scores et sous-pondération des moins bons) mais sans sélectionner les meilleurs scores absolus (pas d'approche best-in class).

Une révision de la totalité du portefeuille et du respect du contrôle des critères durables des actifs est prévue au moins une fois par an. Dans l'éventualité où les critères ci-dessus ne seraient plus respectés, le gestionnaire ajustera la composition du portefeuille, dans le meilleur intérêt des actionnaires.

Après couverture, l'exposition du master aux devises autres que l'euro ne peut excéder 20%.

Le master s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant une stratégie de placement neutre.

Les souscriptions et rachats, par le feeder, dans les parts "O" du master, se feront sans frais d'entrée ni frais de sortie.

Tenant compte de tous les frais récurrents supportés par les fonds, les frais d'un investissement dans le feeder, en combinaison avec son investissement dans le master, sont légèrement plus élevés que les frais d'un investissement direct dans la classe "Classic" du master. Une légère différence de performance et de frais peut subsister entre le feeder et le master du fait de la possibilité, pour le feeder, d'investir jusqu'à 5% de ses actifs en liquidités.

Une transaction dans le feeder reçue par l'organisme assurant le service financier avant 12h donnera lieu à la même transaction le même jour dans le master, pour assurer le même traitement d'un investissement dans le feeder comme un investissement direct dans le master.

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium, comme Société de Gestion pour le master comme pour le feeder, a établi des règles de conduite interne, pour assurer que le master fournit au feeder tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier respecte les exigences de la législation. Les règles de conduite internes prévoient, entre autres, des dispositions en matière de négociation des titres, des procédures pour assurer la livraison des informations et documents, et des dispositions relatives au rapport du commissaire.

* Vous pouvez obtenir gratuitement de plus amples informations concernant le fonds (prospectus, rapport semestriel, rapport annuel, règlement de gestion et règles de conduite interne du FCP BNP Paribas B Pension Sustainable Balanced), en français et en néerlandais, en consultant le site : www.bnpparibas-am.be, ou auprès du prestataire de service financier à l'adresse suivante : BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3 - 1000 Bruxelles, Belgique.

Catégories d'actifs autorisés : parts d'organismes de placement collectif, à savoir la classe « O » du FCP BNP Paribas B Pension Sustainable Balanced, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le Fonds ne peut pas recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, ni à titre de couverture ni en vue de la réalisation des objectifs de placement.

Opérations de financement sur titres : le Fonds ne s'engagera pas dans des opérations de financement sur titres comme des prêts ou des emprunts de titres, des opérations de pension ou des opérations d'achat-revente ou de vente-rachat, des opérations de prêt avec appel de marge ou des contrats d'échange de performance global.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

2.1.4. Politique suivie pendant l'exercice du master

Depuis le début de l'année 2022, les marchés financiers ont été sous pression, principalement en raison de la détérioration de l'environnement macroéconomique, de la hausse continue de l'inflation et du resserrement des conditions monétaires. Les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine et les nouvelles mesures de confinement en Chine ont encore accru les risques à la hausse. Ainsi, le premier semestre de l'année a été dominé par les incertitudes concernant l'inflation et les perspectives de croissance économique. Tous ces facteurs ont créé un environnement de marché plus volatil, ce qui s'est traduit par une baisse du soutien pour les actifs à risque. Du côté des actions, nous avons continuellement réduit notre positionnement global, diminuant progressivement notre prise de risque. Actuellement, nous ne maintenons qu'une légère surpondération des actions. Après que l'inflation a continué de surprendre à la hausse, les banques centrales ont signalé un changement dans leur politique monétaire. Le resserrement de la politique et les inquiétudes liées à la flambée des prix ont entraîné une hausse des rendements depuis le début de l'année. Dans ce contexte, nous maintenons une sous-pondération de la duration, en particulier compte tenu des tensions sur le marché du travail et de notre conviction que les banques centrales vont se montrer plus fermes.

2.1.5. Politique future du master

L'environnement économique restera difficile au cours des 6 prochains mois. Les risques croissants de récession, ainsi que le maintien d'une forte inflation continueront de peser sur le sentiment du marché et les perspectives de croissance. Nous nous attendons à ce que les marchés restent sous pression et créent plus de volatilité pour les actifs à risque.

2.1.6. Gestion du portefeuille d'investissement

La société de gestion désignée reste en charge de la gestion des actifs.

2.1.7. Profil de risque et de rendement

4 sur une échelle allant de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé).

L'objectif de cette échelle de risque est de quantifier le profil de risque et de rendement du fonds.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement (SRRI) est calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010.

Il représente la volatilité annuelle du fonds sur une période de 5 ans. La note 1 correspond au niveau de risque le plus faible et 7 au niveau de risque le plus élevé, étant précisé que la catégorie de risque la plus faible ne signifie pas «sans aucun risque» mais un risque faible.

A un risque plus faible indiqué par un score faible correspondra un rendement potentiellement plus faible et, inversement, à un risque plus élevé indiqué par un score plus élevé sera associé un rendement potentiellement plus élevé.

Les données historiques utilisées ne préjugent pas du profil de risque futur. La catégorie de risque associé au produit n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps, le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Au lancement du compartiment, cet indicateur synthétique de risque et de rendement était de 4.

2.1.8. Indice(s) et benchmark(s)

Ce compartiment utilise les indices de référence : MSCI Europe Small Caps (USD) NR, MSCI World ex-EMU (USD) NR, MSCI EMU (EUR) NR, Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate 500MM EEA Countries (EUR) RI et Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury 500MM 1-10 Years (EUR) RI

Les indices MSCI Developed Markets Small Cap offrent une représentation exhaustive de ce segment de taille en ciblant les sociétés qui font partie de l'indice Investable Market mais pas de l'indice Standard sur un marché développé particulier. Les indices incluent des indices de style Value and Growth et des indices sectoriels basés sur le Global Industry Classification Standard (GICS ®).

L'indice MSCI World est un indice d'actions pondéré en fonction du flottant. Il a été développé pour une valeur de base de 100 au 31 décembre 1969. L'indice inclut les marchés développés et n'inclut pas les marchés émergents.

L'indice MSCI EMU (European Economic and Monetary Union) est une action pondérée par le flottant index. Il a été développé pour une valeur de base de 100 au 31 décembre 1998.

The Bloomberg Euro Aggregate : L'indice corporate est un indice de référence qui mesure la composante corporate de l'indice Euro Aggregate. Il comprend des titres de qualité « investment grade », libellés en euros, à taux fixe.

The Bloomberg Euro Aggregate : L'indice Treasury est un indice de référence qui mesure la composante Treasury de l'Euro Aggregate. L'indice est composé d'obligations publiques à taux fixe et de qualité investment grade des pays émergents de la zone euro. Cet indice contient actuellement des émissions libellées en euros de 17 pays.

Informations additionnelles : <https://www.msci.com/> / <https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/bloomberg-fixed-income-indices/#/>

2.2. BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	79.326.591,51	86.454.301,16
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	79.317.981,25	86.381.266,55
E. OPC à nombre variable de parts	79.317.981,25	86.381.266,55
IV. Créances et dettes à un an au plus	3.964,41	-5.155,50
A. Créances		
a. Montants à recevoir	43.457,43	128.680,96
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-39.493,02	-133.836,46
V. Dépôts et liquidités	79.851,05	158.583,81
A. Avoirs bancaires à vue	79.851,05	158.583,81
VI. Comptes de régularisation	-75.205,20	-80.393,70
C. Charges à imputer (-)	-75.205,20	-80.393,70
TOTAL CAPITAUX PROPRES	79.326.591,51	86.454.301,16
A. Capital	93.264.367,20	81.380.100,97
B. Participations au résultat	-146.951,73	74.650,25
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-13.790.823,96	4.999.549,94

2.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3 : SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-13.311.779,64	5.465.866,59
E. OPC à nombre variable de parts	-13.311.779,64	5.465.866,59
II. Produits et charges des placements	-267,87	-211,34
C. Intérêts d'emprunts (-)	-267,87	-211,34
III. Autres produits	0,04	0,03
B. Autres	0,04	0,03
IV. Coûts d'exploitation	-478.776,49	-466.105,34
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-9.299,48	-9.050,74
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-422.761,76	-411.575,42
b. Gestion administrative et comptable	-16.065,00	-15.639,85
K. Autres charges (-)	-30.650,25	-29.839,33
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-479.044,32	-466.316,65
Sous-total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-13.790.823,96	4.999.549,94
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-13.790.823,96	4.999.549,94

2.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

2.4.1. Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif net
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
BNP PARIBAS B PENSION SUSTAINABLE BALANCED OCA Directive 2009/65/CE - FSMA	58.078	EUR	1.365,71	79.317.981,25 79.317.981,25	2,12%	100,00% 100,00%	99,99% 99,99%
OPC-Mixtes				79.317.981,25		100,00%	99,99%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				79.317.981,25		100,00%	99,99%
TOTAL PORTEFEUILLE				79.317.981,25		100,00%	99,99%
BP2S		EUR		79.851,05			0,10%
Avoirs bancaires à vue				79.851,05			0,10%
DEPOTS ET LIQUIDITES				79.851,05			0,10%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				3.964,41			0,00%
AUTRES				-75.205,20			-0,09%
TOTAL DE L'ACTIF NET				79.326.591,51			100,00%

2.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS	100,00%
EUR	100,00%
France	100,00%
TOTAL PORTEFEUILLE	100,00%

2.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE
Achats	2.073.924,23
Ventes	445.477,62
Total 1	2.519.401,85
Souscriptions	4.057.600,03
Remboursements	2.030.537,83
Total 2	6.088.137,86
Moyenne de référence de l'actif net total	85.166.829,50
Taux de rotation	-4,19%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

2.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire**Classe Classic**

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de la période	Souscriptions	Remboursements	du compartiment	d'une action
	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		Cap.
2020	105.741	34.256	674.469	11.755.131,86	3.813.329,68	78.556.604,60	116,47
2021	78.727	32.452	720.744	9.650.175,38	3.984.971,79	91.090.353,27	126,38
01.01.22-30.06.22	34.611	17.409	737.946	4.057.600,03	2.030.537,83	79.326.591,51	107,50

2.4.5. Performances

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations, ni des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

Les performances de cette classe sont calculées depuis le 03.11.15 dans la devise de base EUR.

Les rendements passés peuvent être trompeurs.

Les performances reportées avant la fin de la première année d'existence du fonds nourricier sont celles du fonds maître.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 derniers exercices comptables (en %) :

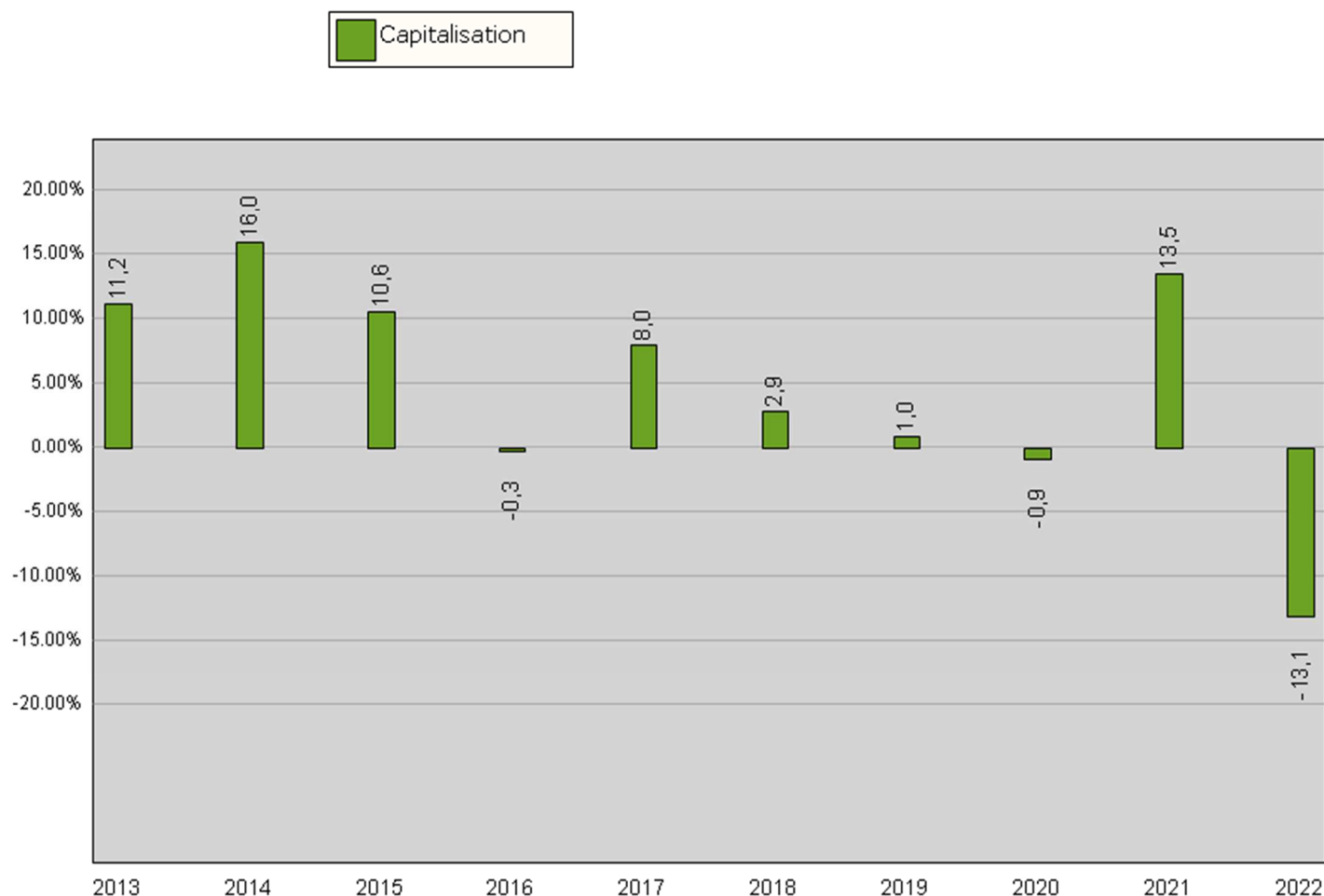


Tableau de la performance historique par part :

1 an 30.06.2021-30.06.2022	3 ans 30.06.2019-30.06.2022	5 ans 30.06.2017-30.06.2022	10 ans 30.06.2012-30.06.2022
-13,1%	-0,8%	0,3%	4,5%

Complément d'information sur le calcul de performance :

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = [(1 + P_t)(1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1$$

avec

$P(t; t+n)$ la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ext_1})] [1 + (D_{t+1} / VNI_{ext_2})] \dots [1 + (D_{t+n} / VNI_{ext_{n+1}})]$$

avec

$D_t, D_{t+1}, \dots, D_{t+n}$ les montants du dividende distribué durant l'année t

$VNI_{ext_1}, \dots, VNI_{ext_{n+1}}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

2.4.6. Frais courants et coûts de transaction

Le montant des frais courants est calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010. Les frais courants représentent l'ensemble des frais de fonctionnement et de gestion facturés au fonds, net de rétrocessions.

Ces frais comprennent notamment : les frais de gestion ; les frais liés au dépositaire ; les frais liés au teneur de compte, [le cas échéant] ; les frais liés au conseiller d'investissement, [le cas échéant] ; les frais de commissariat aux comptes ; les frais liés aux délégataires (financier, administratif et comptable), [le cas échéant] ; les frais liés à l'enregistrement du fonds dans d'autres états membres, [le cas échéant] ; les frais liés à la distribution; les droits d'entrée et de sortie lorsque l'OPC souscrit ou rachète des parts ou actions d'un autre OPC ou fonds d'investissement.

Le montant des frais courants peut varier d'un exercice à l'autre. Il ne comprend pas les commissions de performance ni les frais de transaction du portefeuille, à l'exception des frais d'entrée et de sortie payés par le fonds à l'achat ou à la vente de parts d'un autre organisme de placement collectif. Le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Les frais courants et les coûts de transaction sont présentés à la date de clôture du rapport.

Frais courants
Cap.
1,29%

Coûts de transaction	
Crelan Pension Fund Sustainable Balanced	0.00%

2.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Commission de gestion - Répartition entre les gestionnaires et les distributeurs

Pourcentage de répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs :

La commission de gestion mentionnée au prospectus d'émission est répartie à concurrence de 30,48% en faveur des gestionnaires et 69,52% en faveur des distributeurs.

NOTE 2 - Calcul des performances

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT CRELAN PENSION FUND SUSTAINABLE GROWTH

3.1. RAPPORT DE GESTION

3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 03/11/2015 au prix de 100 EUR par part.

3.1.2. Objectif du compartiment

L'objectif du compartiment (le feeder) est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible, en investissant en permanence au minimum 95% de ses actifs dans le FCP (le master) de droit belge ucits METROPOLITAN-RENTASTRO Sustainable Growth. La composition des avoirs du master respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants du compartiment feeder de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

3.1.3. Politique de placement du compartiment

Le feeder investira en permanence au minimum 95% de ses actifs dans la classe "O" du FCP (master) de droit belge ucits METROPOLITAN-RENTASTRO Sustainable Growth. Le restant (5% des actifs maximum) sera exclusivement investi en liquidités.

Informations concernant le master*

Le master METROPOLITAN-RENTASTRO Sustainable Growth est un fonds commun de placement de droit belge, géré par la société de Gestion BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium.

L'objectif du master est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant dans tous les types de classes d'actif (actions, obligations, parts d'organismes de placement collectif, instruments du marché monétaire et liquidités), sans limite géographique ou sectorielle, dans le respect des modalités relatives aux fonds d'épargne-pension. La partie investie en actions sera toujours supérieure à la partie investie dans les autres classes d'actifs. La composition des avoirs du fonds respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

Le master investira principalement en actions d'entreprises mondiales et, dans une moindre mesure, en obligations et autres titres de créances libellés en devises diverses. A titre accessoire, le master peut procéder à d'autres investissements. En ce qui concerne les actions, il sera tenu compte de l'importance économique, de la capitalisation boursière des différents secteurs et des perspectives et situations spécifiques des valeurs individuelles. En ce qui concerne les obligations, la composition du portefeuille est établie en tenant compte des prévisions de taux qui conduisent à la diminution ou à l'allongement de la durée de vie résiduelle des obligations du portefeuille.

Le master promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance, par l'application d'exclusions et par l'intégration ESG, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable.

Le master applique les exclusions suivantes :

- Les activités très nuisibles sont exclues (l'industrie de l'armement, du tabac, du charbon, du pétrole et gaz non conventionnels)* ;
- L'exclusion de certaines entreprises au sein de secteurs sensibles (par exemple l'huile de palme, le nucléaire, l'amiante)* ;
- L'exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte Mondial des Nations Unies et les Principes Directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales*

* La politique d'exclusion sectorielle détaillée de BNPP AM est disponible sur le site <https://www.bnpparibas-am.com/fr/sustainability/en-tant-quinvestisseur/> dans le document « Responsible Business Conduct Policy », point B.

Le master est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 45.50% MSCI EMU (EUR) NR + 14% MSCI Europe Small Caps (USD) NR + 22.50% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury 500MM 1-10 Years (EUR) RI + 10.50% MSCI World ex-EMU (USD) NR + 7.50% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate 500MM EEA Countries (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

Le master peut également investir jusqu'à 10% de ses actifs dans des OPCVM ou OPC.

Ceux-ci devront avoir obtenu le label de durabilité Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 10 jours. Pour plus d'informations sur ce label, voir le lexique dans la partie générale du prospectus et <https://www.towardssustainability.be/fr>

Dans le processus d'investissement, une intégration ESG est réalisée. Elle consiste à analyser l'ensemble des émetteurs sur des critères non financiers tels que (liste non exhaustive) :

- Environnement : promotion de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, économie des ressources naturelles, traitement des déchets.
- Social : respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, gestion des ressources humaines (santé et sécurité des travailleurs, politique de formation et de rémunération, taux de rotation, suivi de carrière, résultat PISA : programme international pour le suivi des acquis des élèves).

- Gouvernance : indépendance du Conseil d'administration vis-à-vis de la direction générale, respect du droit des actionnaires minoritaires, séparation des fonctions de direction et de contrôle, lutte contre la corruption, liberté de la presse, rémunération des dirigeants.

Les meilleurs scores ESG sont privilégiés, afin d'avoir un meilleur score ESG que l'univers d'investissement (surpondération des meilleurs scores et sous-pondération des moins bons) mais sans sélectionner les meilleurs scores absolus (pas d'approche best-in class).

Une révision de la totalité du portefeuille et du respect du contrôle des critères durables des actifs est prévue au moins une fois par an. Dans l'éventualité où les critères ci-dessus ne seraient plus respectés, le gestionnaire ajustera la composition du portefeuille, dans le meilleur intérêt des actionnaires.

Après couverture, l'exposition du master aux devises autres que l'euro ne peut excéder 20%.

La composition des avoirs du master respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

Le master s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque dynamique.

Les souscriptions et rachats, par le feeder, dans les parts "O" du master, se feront sans frais d'entrée ni frais de sortie.

Tenant compte de tous les frais récurrents supportés par les fonds, les frais d'un investissement dans le feeder, en combinaison avec son investissement dans le master, sont légèrement plus élevés que les frais d'un investissement direct dans la classe "Classic" du master. Une légère différence de performance et de frais peut subsister entre le feeder et le master du fait de la possibilité, pour le feeder, d'investir jusqu'à 5% de ses actifs en liquidités.

Une transaction dans le feeder reçue par l'organisme assurant le service financier avant 12h donnera lieu à la même transaction le même jour dans le master, pour assurer le même traitement d'un investissement dans le feeder comme un investissement direct dans le master.

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium, comme Société de Gestion pour le master comme pour le feeder, a établi des règles de conduite interne, pour assurer que le master fournit au feeder tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier respecte les exigences de la législation. Les règles de conduite internes prévoient, entre autres, des dispositions en matière de négociation des titres, des procédures pour assurer la livraison des informations et documents, et des dispositions relatives au rapport du commissaire.

* Vous pouvez obtenir gratuitement de plus amples informations concernant le fonds (prospectus, rapport semestriel, rapport annuel, règlement de gestion et règles de conduite interne du FCP METROPOLITAN-RENTASTRO Sustainable Growth), en français et en néerlandais, en consultant le site : www.bnpparibas-am.be, ou auprès du prestataire de service financier à l'adresse suivante : BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3 - 1000 Bruxelles, Belgique.

Catégories d'actifs autorisés : parts d'organismes de placement collectif, à savoir la classe « O » du FCP METROPOLITAN-RENTASTRO Sustainable Growth, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le Fonds ne peut pas recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, ni à titre de couverture ni en vue de la réalisation des objectifs de placement.

Opérations de financement sur titres : le Fonds ne s'engagera pas dans des opérations de financement sur titres comme des prêts ou des emprunts de titres, des opérations de pension ou des opérations d'achat-revente ou de vente-rachat, des opérations de prêt avec appel de marge ou des contrats d'échange de performance global.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

3.1.4. Politique suivie pendant l'exercice du master

Depuis le début de l'année 2022, les marchés financiers ont été sous pression, principalement en raison de la détérioration de l'environnement macroéconomique, de la hausse continue de l'inflation et du resserrement des conditions monétaires. Les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine et les nouvelles mesures de confinement en Chine ont encore accru les risques à la hausse. Ainsi, le premier semestre de l'année a été dominé par les incertitudes concernant l'inflation et les perspectives de croissance économique. Tous ces facteurs ont créé un environnement de marché plus volatil, ce qui s'est traduit par une baisse du soutien pour les actifs à risque. Du côté des actions, nous avons continuellement réduit notre positionnement global, diminuant progressivement notre prise de risque. Actuellement, nous ne maintenons qu'une légère surpondération des actions. Après que l'inflation a continué de surprendre à la hausse, les banques centrales ont signalé un changement dans leur politique monétaire. Le resserrement de la politique et les inquiétudes liées à la flambée des prix ont entraîné une hausse des rendements depuis le début de l'année. Dans ce contexte, nous maintenons une sous-pondération de la duration, en particulier compte tenu des tensions sur le marché du travail et de notre conviction que les banques centrales vont se montrer plus fermes.

3.1.5. Politique future du master

L'environnement économique restera difficile au cours des 6 prochains mois. Les risques croissants de récession, ainsi que le maintien d'une forte inflation continueront de peser sur le sentiment du marché et les perspectives de croissance. Nous nous attendons à ce que les marchés restent sous pression et créent plus de volatilité pour les actifs à risque.

3.1.6. Gestion du portefeuille d'investissement

La société de gestion reste en charge de la gestion des actifs.

3.1.7. Profil de risque et de rendement

5 sur une échelle allant de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé).

L'objectif de cette échelle de risque est de quantifier le profil de risque et de rendement du fonds.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement (SRRI) est calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010.

Il représente la volatilité annuelle du fonds sur une période de 5 ans. La note 1 correspond au niveau de risque le plus faible et 7 au niveau de risque le plus élevé, étant précisé que la catégorie de risque la plus faible ne signifie pas «sans aucun risque» mais un risque faible.

A un risque plus faible indiqué par un score faible correspondra un rendement potentiellement plus faible et, inversement, à un risque plus élevé indiqué par un score plus élevé sera associé un rendement potentiellement plus élevé.

Les données historiques utilisées ne préjugent pas du profil de risque futur. La catégorie de risque associé au produit n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps, le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Au lancement du compartiment, cet indicateur synthétique de risque et de rendement était de 5.

3.1.8. Indice(s) et benchmark(s)

Ce compartiment utilise les indices de référence : MSCI Europe Small Caps (USD) NR, MSCI World ex-EMU (USD) NR, MSCI EMU (EUR) NR, Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate 500MM EEA Countries (EUR) RI et Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury 500MM 1-10 Years (EUR) RI

Les indices MSCI Developed Markets Small Cap offrent une représentation exhaustive de ce segment de taille en ciblant les sociétés qui font partie de l'indice Investable Market mais pas de l'indice Standard sur un marché développé particulier. Les indices incluent des indices de style Value and Growth et des indices sectoriels basés sur le Global Industry Classification Standard (GICS®).

L'indice MSCI World est un indice d'actions pondéré en fonction du flottant. Il a été développé pour une valeur de base de 100 au 31 décembre 1969. L'indice inclut les marchés développés et n'inclut pas les marchés émergents.

L'indice MSCI EMU (European Economic and Monetary Union) est une action pondérée par le flottant index. Il a été développé pour une valeur de base de 100 au 31 décembre 1998.

The Bloomberg Euro Aggregate : L'indice corporate est un indice de référence qui mesure la composante corporate de l'indice Euro Aggregate. Il comprend des titres de qualité « investment grade », libellés en euros, à taux fixe.

The Bloomberg Euro Aggregate : L'indice Treasury est un indice de référence qui mesure la composante Treasury de l'Euro Aggregate. L'indice est composé d'obligations publiques à taux fixe et de qualité investment grade des pays émergents de la zone euro. Cet indice contient actuellement des émissions libellées en euros de 17 pays.

Informations additionnelles : <https://www.msci.com/> / <https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/bloomberg-fixed-income-indices/#/>

3.2. BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	246.016.097,80	264.750.626,40
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	246.113.392,56	264.736.419,62
E. OPC à nombre variable de parts	246.113.392,56	264.736.419,62
IV. Créances et dettes à un an au plus	123.242,16	-442.850,26
A. Créances		
a. Montants à recevoir	189.101,86	373.170,30
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-65.859,70	-816.020,56
V. Dépôts et liquidités	13.780,60	702.706,82
A. Avoirs bancaires à vue	13.780,60	702.706,82
VI. Comptes de régularisation	-234.317,52	-245.649,78
C. Charges à imputer (-)	-234.317,52	-245.649,78
TOTAL CAPITAUX PROPRES	246.016.097,80	264.750.626,40
A. Capital	292.680.185,22	242.508.777,76
B. Participations au résultat	-863.558,18	383.398,07
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-45.800.529,24	21.858.450,57

3.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3 : SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-44.318.478,33	23.266.746,31
E. OPC à nombre variable de parts	-44.318.478,33	23.266.746,31
II. Produits et charges des placements	-776,56	-647,38
C. Intérêts d'emprunts (-)	-776,56	-647,38
III. Autres produits	0,12	0,07
B. Autres	0,12	0,07
IV. Coûts d'exploitation	-1.481.274,47	-1.407.648,43
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-28.772,17	-27.335,52
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-1.307.971,35	-1.242.965,16
b. Gestion administrative et comptable	-49.702,91	-47.232,72
K. Autres charges (-)	-94.828,04	-90.115,03
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-1.482.050,91	-1.408.295,74
Sous-total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-45.800.529,24	21.858.450,57
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-45.800.529,24	21.858.450,57

3.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

3.4.1. Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif net
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
METROPOLITAN RENTASTRO SUSTAINABLE GROWTH OCA Directive 2009/65/CE - FSMA	198.888	EUR	1.237,45	246.113.392,56 246.113.392,56	24,52%	100,00% 100,00%	100,04% 100,04%
OPC-Mixtes				246.113.392,56		100,00%	100,04%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				246.113.392,56		100,00%	100,04%
TOTAL PORTEFEUILLE				246.113.392,56		100,00%	100,04%
BP2S		EUR		13.780,60			0,01%
Avoirs bancaires à vue				13.780,60			0,01%
DEPOTS ET LIQUIDITES				13.780,60			0,01%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				123.242,16			0,05%
AUTRES				-234.317,52			-0,10%
TOTAL DE L'ACTIF NET				246.016.097,80			100,00%

3.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS	100,00%
EUR	100,00%
Belgique	100,00%
TOTAL PORTEFEUILLE	100,00%

3.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE
Achats	8.410.489,02
Ventes	290.304,82
Total 1	8.700.793,84
Souscriptions	13.302.810,63
Remboursements	4.063.818,76
Total 2	17.366.629,39
Moyenne de référence de l'actif net total	263.435.247,16
Taux de rotation	-3,29%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

3.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

Classe Classic

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de la période	Souscriptions	Remboursements	du compartiment	d'une action
	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		Cap.
2020	206.035	72.882	1.944.894	23.337.737,51	8.353.974,06	234.037.484,56	120,33
2021	204.920	79.068	2.070.746	26.619.390,80	10.284.682,90	282.577.635,17	136,46
01.01.22-30.06.22	105.836	31.805	2.144.777	13.302.810,63	4.063.818,76	246.016.097,80	114,70

3.4.5. Performances

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations, ni des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

Les performances de cette classe sont calculées depuis le 03.11.15 dans la devise de base EUR.

Les rendements passés peuvent être trompeurs.

Les performances reportées avant la fin de la première année d'existence du fonds nourricier sont celles du fonds maître.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 derniers exercices comptables (en %) :

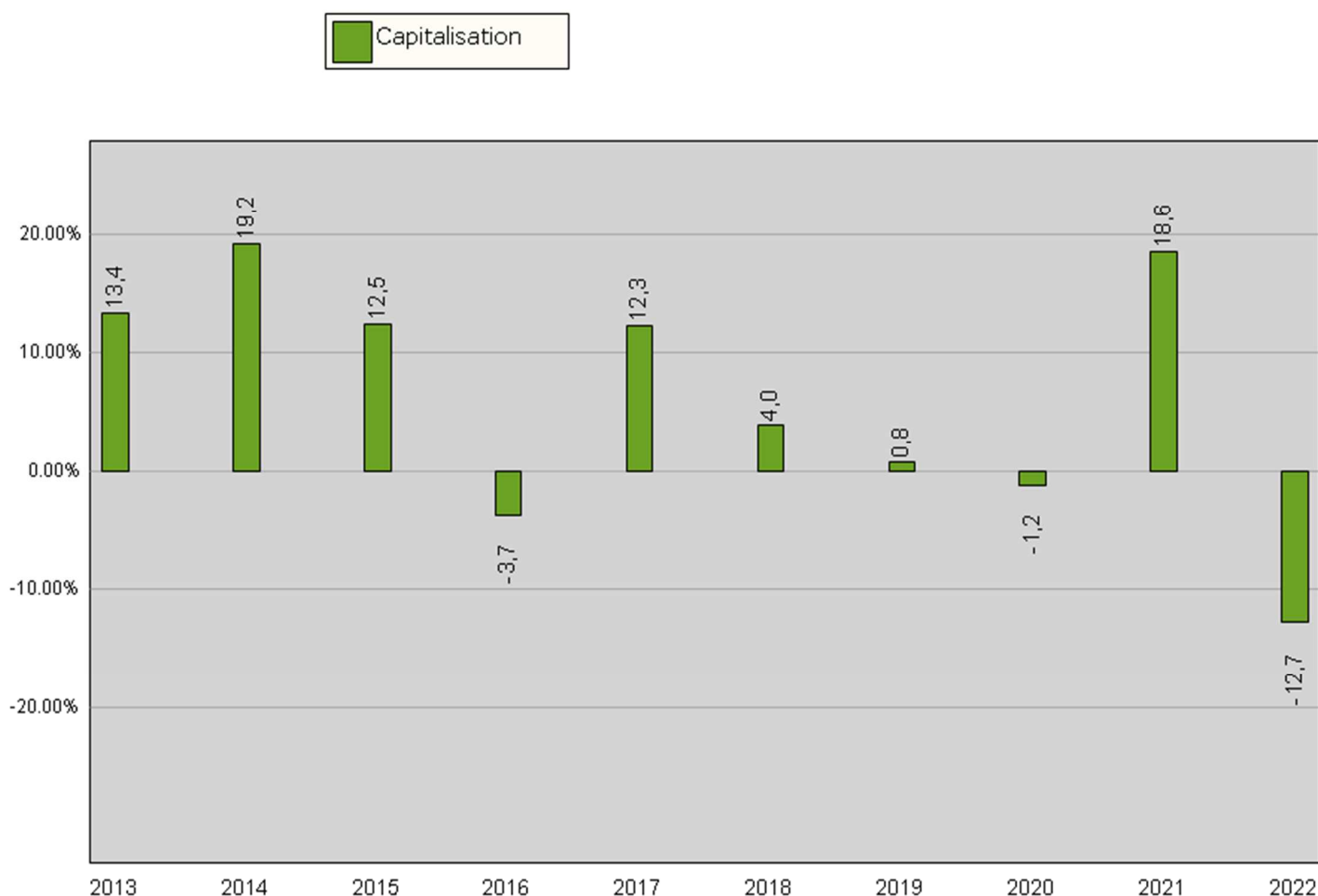


Tableau de la performance historique par part :

1 an 30.06.2021-30.06.2022	3 ans 30.06.2019-30.06.2022	5 ans 30.06.2017-30.06.2022	10 ans 30.06.2012-30.06.2022
-12,7%	0,8%	1,4%	5,9%

Complément d'information sur le calcul de performance :

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = [(1 + P_t)(1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1$$

avec

$P(t; t+n)$ la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ext_t})] [1 + (D_{t+1} / VNI_{ext_{t+1}})] \dots [1 + (D_{t+n} / VNI_{ext_{t+n}})]$$

avec

$D_t, D_{t+1}, \dots, D_{t+n}$ les montants du dividende distribué durant l'année t

$VNI_{ext_t}, \dots, VNI_{ext_{t+n}}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

3.4.6. Frais courants et coûts de transaction

Le montant des frais courants est calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010. Les frais courants représentent l'ensemble des frais de fonctionnement et de gestion facturés au fonds, net de rétrocessions.

Ces frais comprennent notamment : les frais de gestion ; les frais liés au dépositaire ; les frais liés au teneur de compte, [le cas échéant] ; les frais liés au conseiller d'investissement, [le cas échéant] ; les frais de commissariat aux comptes ; les frais liés aux délégués (financier, administratif et comptable), [le cas échéant] ; les frais liés à l'enregistrement du fonds dans d'autres états membres, [le cas échéant] ; les frais liés à la distribution; les droits d'entrée et de sortie lorsque l'OPC souscrit ou rachète des parts ou actions d'un autre OPC ou fonds d'investissement.

Le montant des frais courants peut varier d'un exercice à l'autre. Il ne comprend pas les commissions de performance ni les frais de transaction du portefeuille, à l'exception des frais d'entrée et de sortie payés par le fonds à l'achat ou à la vente de parts d'un autre organisme de placement collectif. Le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Les frais courants et les coûts de transaction sont présentés à la date de clôture du rapport.

Frais courants
Cap.
1,29%

Coûts de transaction	
Crelan Pension Fund Sustainable Growth	0.00%

3.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Commission de gestion - Répartition entre les gestionnaires et les distributeurs

Pourcentage de répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs :

La commission de gestion mentionnée au prospectus d'émission est répartie à concurrence de 30,45% en faveur des gestionnaires et 69,55% en faveur des distributeurs.

NOTE 2 - Calcul des performances

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

4. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT CRELAN PENSION FUND SUSTAINABLE STABILITY

4.1. RAPPORT DE GESTION

4.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 03/11/2015 au prix de 100 EUR par part.

4.1.2. Objectif du compartiment

L'objectif du compartiment (le feeder) est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible, en investissant en permanence au minimum 95% de ses actifs dans le FCP (le master) de droit belge ucits BNP Paribas B Pension Sustainable Stability. La composition des avoirs du master respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension afin de permettre aux participants du compartiment feeder de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

4.1.3. Politique de placement du compartiment

Le feeder investira en permanence au minimum 95% de ses actifs dans la classe "O" du FCP (master) de droit belge ucits *BNP Paribas B Pension Sustainable Stability*. Le restant (5% des actifs maximum) sera exclusivement investi en liquidités.

Informations concernant le master*

Le master *BNP Paribas B Pension Sustainable Stability* est un fonds commun de placement de droit belge, géré par la société de Gestion BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium.

L'objectif du master est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant dans tous les types de classes d'actif (actions, obligations, parts d'organismes de placement collectif, instruments du marché monétaire et liquidités), sans limite géographique ou sectorielle, dans le respect des modalités relatives aux fonds d'épargne-pension. La partie investie en actions sera toujours inférieure à la partie investie dans les autres classes d'actifs. La composition des avoirs du fonds respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

moindre mesure en actions d'entreprises mondiales. A titre accessoire, le master peut procéder à d'autres investissements. En ce qui concerne les actions, il sera tenu compte de l'importance économique, de la capitalisation boursière des différents secteurs et des perspectives et situations spécifiques des valeurs individuelles. En ce qui concerne les obligations, la composition du portefeuille est établie en tenant compte des prévisions de taux qui conduisent à la diminution ou à l'allongement de la durée de vie résiduelle des obligations du portefeuille.

Le master promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance, par l'application d'exclusions et par l'intégration ESG, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable.

Le master applique les exclusions suivantes :

- Les activités très nuisibles sont exclues (l'industrie de l'armement, du tabac, du charbon, du pétrole et gaz non conventionnels)* ;
- L'exclusion de certaines entreprises au sein de secteurs sensibles (par exemple l'huile de palme, le nucléaire, l'amiante)* ;
- L'exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte Mondial des Nations Unies et les Principes Directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales*

* La politique d'exclusion sectorielle détaillée de BNPP AM est disponible sur le site <https://www.bnpparibas-am.com/fr/sustainability/en-tant-quinvestisseur/> dans le document « Responsible Business Conduct Policy », point B.

Le master est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 52.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury 500MM 1-10 Years (EUR) RI + 19.5% MSCI EMU (EUR) NR + 4.5% MSCI World ex-EMU (USD) NR+ 6% MSCI Europe Small Caps (USD) NR + 17.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate 500MM EEA Countries (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

Le master peut également investir jusqu'à 10% de ses actifs dans des OPCVM ou OPC.

Ceux-ci devront avoir obtenu le label de durabilité Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 10 jours. Pour plus d'informations sur ce label, voir le lexique dans la partie générale du prospectus et <https://www.towardssustainability.be/fr>

Dans le processus d'investissement, une intégration ESG est réalisée. Elle consiste à analyser l'ensemble des émetteurs sur des critères non financiers tels que (liste non exhaustive) :

- Environnement : promotion de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, économie des ressources naturelles, traitement des déchets.
- Social : respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, gestion des ressources humaines (santé et sécurité des travailleurs, politique de formation et de rémunération, taux de rotation, suivi de carrière, résultat PISA : programme international pour le suivi des acquis des élèves).

- Gouvernance : indépendance du Conseil d'administration vis-à-vis de la direction générale, respect du droit des actionnaires minoritaires, séparation des fonctions de direction et de contrôle, lutte contre la corruption, liberté de la presse, rémunération des dirigeants.

Les meilleurs scores ESG sont privilégiés, afin d'avoir un meilleur score ESG que l'univers d'investissement (surpondération des meilleurs scores et sous-pondération des moins bons) mais sans sélectionner les meilleurs scores absolus (pas d'approche best-in class).

Une révision de la totalité du portefeuille et du respect du contrôle des critères durables des actifs est prévue au moins une fois par an. Dans l'éventualité où les critères ci-dessus ne seraient plus respectés, le gestionnaire ajustera la composition du portefeuille, dans le meilleur intérêt des actionnaires.

Après couverture, l'exposition du master aux devises autres que l'euro ne peut excéder 20%.

La composition des avoirs du master respectera les modalités relatives aux fonds d'épargne-pension, afin de permettre aux participants de bénéficier des avantages fiscaux qui y sont prévus.

Le master s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant une stratégie de placement défensive.

Les souscriptions et rachats, par le feeder, dans les parts "O" du master, se feront sans frais d'entrée ni frais de sortie.

Tenant compte de tous les frais récurrents supportés par les fonds, les frais d'un investissement dans le feeder, en combinaison avec son investissement dans le master, sont légèrement plus élevés que les frais d'un investissement direct dans la classe "Classic" du master. Une légère différence de performance et de frais peut subsister entre le feeder et le master du fait de la possibilité, pour le feeder, d'investir jusqu'à 5% de ses actifs en liquidités.

Une transaction dans le feeder reçue par l'organisme assurant le service financier avant 12h donnera lieu à la même transaction le même jour dans le master, pour assurer le même traitement d'un investissement dans le feeder comme un investissement direct dans le master.

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium, comme Société de Gestion pour le master comme pour le feeder, a établi des règles de conduite interne, pour assurer que le master fournit au feeder tous les documents et toutes les informations nécessaires pour que ce dernier respecte les exigences de la législation. Les règles de conduite internes prévoient, entre autres, des dispositions en matière de négociation des titres, des procédures pour assurer la livraison des informations et documents, et des dispositions relatives au rapport du commissaire.

* Vous pouvez obtenir gratuitement de plus amples informations concernant le fonds (prospectus, rapport semestriel, rapport annuel, règlement de gestion et règles de conduite interne du FCP *BNP Paribas B Pension Sustainable Stability*), en français et en néerlandais, en consultant le site : www.bnpparibas-am.be, ou auprès du prestataire de service financier à l'adresse suivante : BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3 - 1000 Bruxelles, Belgique.

Catégories d'actifs autorisés : parts d'organismes de placement collectif, à savoir la classe « O » du FCP BNP Paribas B Pension Sustainable Stability, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le Fonds ne peut pas recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, ni à titre de couverture ni en vue de la réalisation des objectifs de placement.

Opérations de financement sur titres : le Fonds ne s'engagera pas dans des opérations de financement sur titres comme des prêts ou des emprunts de titres, des opérations de pension ou des opérations d'achat-revente ou de vente-rachat, des opérations de prêt avec appel de marge ou des contrats d'échange de performance global.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

4.1.4. Politique suivie pendant l'exercice du master

Depuis le début de l'année 2022, les marchés financiers ont été sous pression, principalement en raison de la détérioration de l'environnement macroéconomique, de la hausse continue de l'inflation et du resserrement des conditions monétaires. Les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine et les nouvelles mesures de confinement en Chine ont encore accru les risques à la hausse. Ainsi, le premier semestre de l'année a été dominé par les incertitudes concernant l'inflation et les perspectives de croissance économique. Tous ces facteurs ont créé un environnement de marché plus volatil, ce qui s'est traduit par une baisse du soutien pour les actifs à risque. Du côté des actions, nous avons continuellement réduit notre positionnement global, diminuant progressivement notre prise de risque. Actuellement, nous ne maintenons qu'une légère surpondération des actions. Après que l'inflation a continué de surprendre à la hausse, les banques centrales ont signalé un changement dans leur politique monétaire. Le resserrement de la politique et les inquiétudes liées à la flambée des prix ont entraîné une hausse des rendements depuis le début de l'année. Dans ce contexte, nous maintenons une sous-pondération de la duration, en particulier compte tenu des tensions sur le marché du travail et de notre conviction que les banques centrales vont se montrer plus fermes.

4.1.5. Politique future du master

L'environnement économique restera difficile au cours des 6 prochains mois. Les risques croissants de récession, ainsi que le maintien d'une forte inflation continueront de peser sur le sentiment du marché et les perspectives de croissance. Nous nous attendons à ce que les marchés restent sous pression et créent plus de volatilité pour les actifs à risque.

4.1.6. Gestion du portefeuille d'investissement

La société de gestion désignée reste en charge de la gestion des actifs.

4.1.7. Profil de risque et de rendement

4 sur une échelle allant de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé).

L'objectif de cette échelle de risque est de quantifier le profil de risque et de rendement du fonds.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement (SRRI) est calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010.

Il représente la volatilité annuelle du fonds sur une période de 5 ans. La note 1 correspond au niveau de risque le plus faible et 7 au niveau de risque le plus élevé, étant précisé que la catégorie de risque la plus faible ne signifie pas «sans aucun risque» mais un risque faible.

A un risque plus faible indiqué par un score faible correspondra un rendement potentiellement plus faible et, inversement, à un risque plus élevé indiqué par un score plus élevé sera associé un rendement potentiellement plus élevé.

Les données historiques utilisées ne préjugent pas du profil de risque futur. La catégorie de risque associé au produit n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps, le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Au lancement du compartiment, cet indicateur synthétique de risque et de rendement était de 4.

4.1.8. Indice(s) et benchmark(s)

Ce compartiment utilise les indices de référence : MSCI Europe Small Caps (USD) NR, MSCI World ex-EMU (USD) NR, MSCI EMU (EUR) NR, Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate 500MM EEA Countries (EUR) RI et Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury 500MM 1-10 Years (EUR) RI

Les indices MSCI Developed Markets Small Cap offrent une représentation exhaustive de ce segment de taille en ciblant les sociétés qui font partie de l'indice Investable Market mais pas de l'indice Standard sur un marché développé particulier. Les indices incluent des indices de style Value and Growth et des indices sectoriels basés sur le Global Industry Classification Standard (GICS ®).

L'indice MSCI World est un indice d'actions pondéré en fonction du flottant. Il a été développé pour une valeur de base de 100 au 31 décembre 1969. L'indice inclut les marchés développés et n'inclut pas les marchés émergents.

L'indice MSCI EMU (European Economic and Monetary Union) est une action pondérée par le flottant index. Il a été développé pour une valeur de base de 100 au 31 décembre 1998.

The Bloomberg Euro Aggregate : L'indice corporate est un indice de référence qui mesure la composante corporate de l'indice Euro Aggregate. Il comprend des titres de qualité « investment grade », libellés en euros, à taux fixe.

The Bloomberg Euro Aggregate : L'indice Treasury est un indice de référence qui mesure la composante Treasury de l'Euro Aggregate. L'indice est composé d'obligations publiques à taux fixe et de qualité investment grade des pays émergents de la zone euro. Cet indice contient actuellement des émissions libellées en euros de 17 pays.

Informations additionnelles : <https://www.msci.com/> / <https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/bloomberg-fixed-income-indices/#/>

4.2. BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	32.708.158,79	36.405.850,51
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	32.708.821,07	36.387.255,84
E. OPC à nombre variable de parts	32.708.821,07	36.387.255,84
IV. Créances et dettes à un an au plus	12.347,68	36.970,72
A. Créances		
a. Montants à recevoir	19.752,06	57.441,99
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-7.404,38	-20.471,27
V. Dépôts et liquidités	17.784,83	15.440,66
A. Avoirs bancaires à vue	17.784,83	15.440,66
VI. Comptes de régularisation	-30.794,79	-33.816,71
C. Charges à imputer (-)	-30.794,79	-33.816,71
TOTAL CAPITAUX PROPRES	32.708.158,79	36.405.850,51
A. Capital	37.686.854,10	35.205.923,12
B. Participations au résultat	13.853,55	4.125,22
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-4.992.548,86	1.195.802,17

4.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3 : SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-4.794.430,52	1.396.248,31
E. OPC à nombre variable de parts	-4.794.430,52	1.396.248,31
II. Produits et charges des placements	-134,78	-89,35
C. Intérêts d'emprunts (-)	-134,78	-89,35
III. Autres produits	0,03	0,02
B. Autres	0,03	0,02
IV. Coûts d'exploitation	-197.983,59	-200.356,81
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-3.845,55	-3.891,46
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-174.820,29	-176.916,01
b. Gestion administrative et comptable	-6.643,26	-6.722,85
K. Autres charges (-)	-12.674,49	-12.826,49
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-198.118,34	-200.446,14
Sous-total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-4.992.548,86	1.195.802,17
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-4.992.548,86	1.195.802,17

4.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

4.4.1. Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif net
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
BNP PARIBAS B PENSION SUSTAINABLE STABILITY OCA Directive 2009/65/CE - FSMA	26.128	EUR	1.251,89	32.708.821,07 32.708.821,07	6,69%	100,00% 100,00%	100,00% 100,00%
OPC-Mixtes				32.708.821,07		100,00%	100,00%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				32.708.821,07		100,00%	100,00%
TOTAL PORTEFEUILLE				32.708.821,07		100,00%	100,00%
BP2S		EUR		17.784,83			0,05%
Avoirs bancaires à vue				17.784,83			0,05%
DEPOTS ET LIQUIDITES				17.784,83			0,05%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				12.347,68			0,04%
AUTRES				-30.794,79			-0,09%
TOTAL DE L'ACTIF NET				32.708.158,79			100,00%

4.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS	100,00%
EUR	100,00%
France	100,00%
TOTAL PORTEFEUILLE	100,00%

4.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE
Achats	712.810,60
Ventes	900.555,72
Total 1	1.613.366,32
Souscriptions	1.461.037,82
Remboursements	1.486.714,57
Total 2	2.947.752,39
Moyenne de référence de l'actif net total	35.234.046,73
Taux de rotation	-3,79%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

4.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

Classe Classic

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de la période	Souscriptions	Remboursements	du compartiment	d'une action
	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		Cap.
2020	36.595	28.934	315.311	3.948.038,18	3.118.375,55	35.032.667,08	111,10
2021	30.778	20.579	325.510	3.524.787,11	2.345.733,36	37.726.384,40	115,90
01.01.22-30.06.22	13.370	13.711	325.169	1.461.037,82	1.486.714,57	32.708.158,79	100,59

4.4.5. Performances

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations, ni des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

Les performances de cette classe sont calculées depuis le 05.11.15 dans la devise de base EUR.

Les rendements passés peuvent être trompeurs.

Les performances reportées avant la fin de la première année d'existence du fonds nourricier sont celles du fonds maître.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 derniers exercices comptables (en %) :

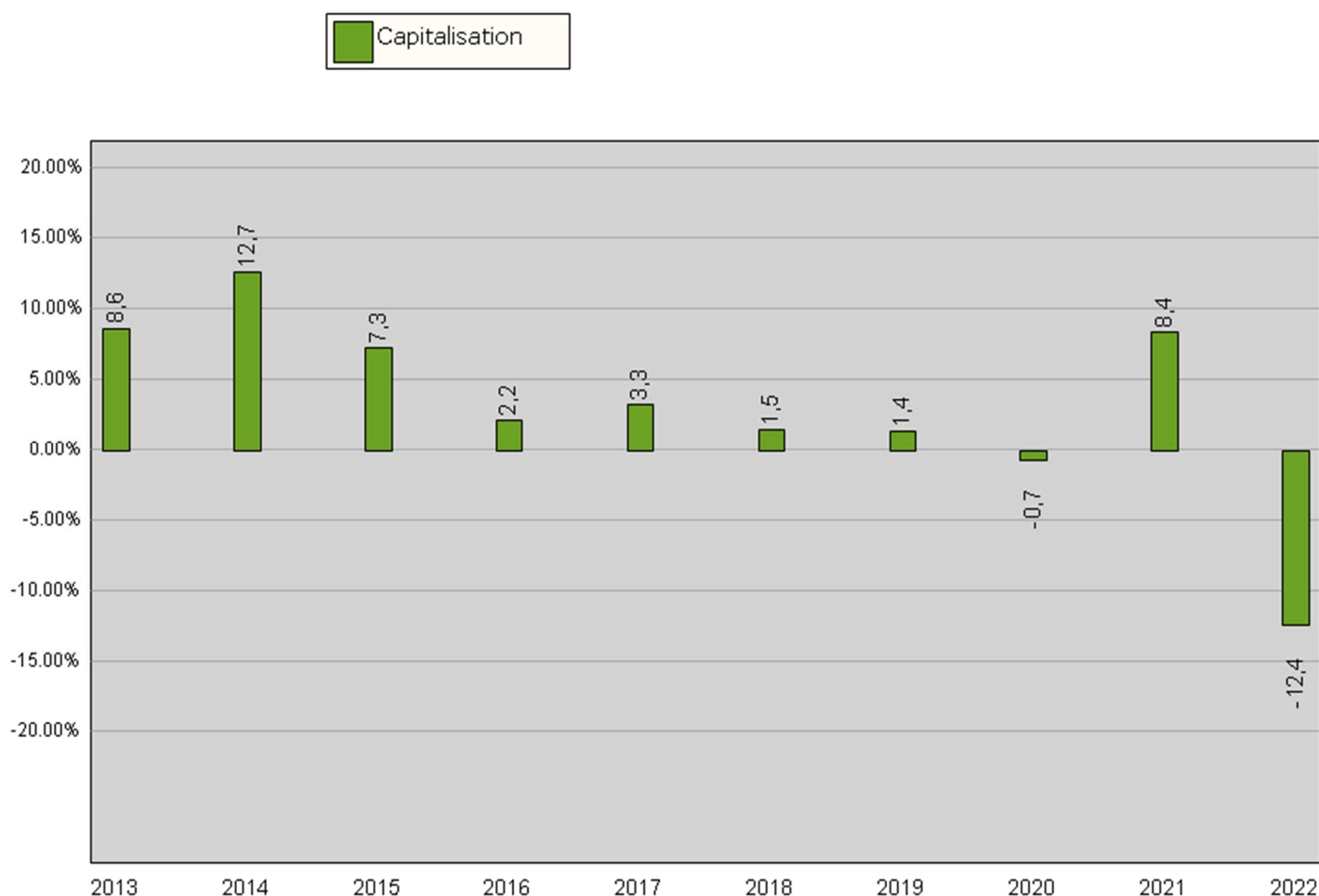


Tableau de la performance historique par part :

1 an 30.06.2021-30.06.2022	3 ans 30.06.2019-30.06.2022	5 ans 30.06.2017-30.06.2022	10 ans 30.06.2012-30.06.2022
-12,4%	-2,0%	-0,6%	3,0%

Complément d'information sur le calcul de performance :

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = [(1 + P_t)(1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1$$

avec

$P(t; t+n)$ la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ext_1})] [1 + (D_{t+1} / VNI_{ext_2})] \dots [1 + (D_{t+n} / VNI_{ext_n})]$$

avec

$D_t, D_{t+1}, \dots, D_{t+n}$ les montants du dividende distribué durant l'année t

$VNI_{ext_1}, \dots, VNI_{ext_n}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

4.4.6. Frais courants et coûts de transaction

Le montant des frais courants est calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010. Les frais courants représentent l'ensemble des frais de fonctionnement et de gestion facturés au fonds, net de rétrocessions.

Ces frais comprennent notamment : les frais de gestion ; les frais liés au dépositaire ; les frais liés au teneur de compte, [le cas échéant] ; les frais liés au conseiller d'investissement, [le cas échéant] ; les frais de commissariat aux comptes ; les frais liés aux délégués (financier, administratif et comptable), [le cas échéant] ; les frais liés à l'enregistrement du fonds dans d'autres états membres, [le cas échéant] ; les frais liés à la distribution; les droits d'entrée et de sortie lorsque l'OPC souscrit ou rachète des parts ou actions d'un autre OPC ou fonds d'investissement.

Le montant des frais courants peut varier d'un exercice à l'autre. Il ne comprend pas les commissions de performance ni les frais de transaction du portefeuille, à l'exception des frais d'entrée et de sortie payés par le fonds à l'achat ou à la vente de parts d'un autre organisme de placement collectif. Le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Les frais courants et les coûts de transaction sont présentés à la date de clôture du rapport.

Frais courants
Cap.
1,29%

Coûts de transaction

Crelan Pension Fund Sustainable Stability	0.00%
---	-------

4.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Commission de gestion - Répartition entre les gestionnaires et les distributeurs

Pourcentage de répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs :

La commission de gestion mentionnée au prospectus d'émission est répartie à concurrence de 30,56% en faveur des gestionnaires et 69,44% en faveur des distributeurs.

NOTE 2 - Calcul des performances

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.